



# LE DEVOIR



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La mère de Fredy Villanueva, Lilian Maribel Madrid Antunes, serrant contre elle son petit-fils au parc Aimé-Léonard de Montréal-Nord, hier.

## Plaies vives à Montréal-Nord

Tensions palpables pour l'anniversaire de la mort de Fredy Villanueva

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Les activités de commémoration de la mort de Fredy Villanueva, tombé sous les balles d'un agent du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) il y a tout juste un an, ont culminé avec une grande manifestation à laquelle ont pris part quelques centaines de personnes hier après-midi dans le quartier de Montréal-Nord. À la tête de la marche: une fa-

mille Villanueva à la sensibilité à fleur de peau. Des centaines de personnes, pour la plupart âgées de 18 à 30 ans, ainsi que des dizaines de représentants de différents groupes communautaires ont marché du parc Aimé-Léonard, riverain de la rivière des Prairies, vers l'est jusqu'au parc Henri-Bourassa, où a été abattu Fredy Villanueva le 9 août 2008.

«La mort de mon fils ne doit pas demeurer impunie», a déclaré la mère de Fredy Villanueva, Lilian Maribel Madrid Antunes, après s'être re-

cueillie devant l'arbre où a été élevé un autel à la mémoire de son fils dans le parc Henri-Bourassa, baptisé hier «parc Fredy Villanueva» par Montréal-Nord Républic. Plus tôt, prise de sanglots, Lilian Maribel Madrid Antunes, a été incapable de s'exprimer devant les personnes réunies devant elle. «Merci d'être avec moi», a-t-elle laissé tomber avant de fondre en larmes.

VOIR PAGE A 8: MONTRÉAL-NORD

## Obama entame son premier sommet nord-américain

SOPHIE NICHOLSON

Guadalajara — Le président mexicain, Felipe Calderon, a accueilli hier le président américain, Barack Obama, et le premier ministre canadien, Stephen Harper, à Guadalajara, au Mexique. La relance économique, la grippe A, les changements climatiques et la situation au Honduras figurent à l'horaire de ce sommet de moins de deux jours des leaders nord-américains.

M. Obama a évoqué des signes de reprise économique aux États-Unis, basés sur des chiffres du chômage permettant d'espérer que le pire de la récession est passé. Pour ses deux voisins, l'effet d'entraînement serait direct, de la même façon que l'importance de leurs liens économiques et commerciaux avec Washington les avait précipités dans la crise née aux États-Unis fin 2008.

VOIR PAGE A 8: SOMMET



JEWEL SAMAD AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président des États-Unis, Barack Obama, et son homologue mexicain, Felipe Calderon, hier, à Guadalajara, au Mexique.

### SERVICES PUBLICS

#### Charest n'exclut pas une hausse des tarifs

■ À lire en page A 3



ALI MOHAMMADI AFP

Mohammad Khatami et Mir Hossein Mousavi

### IRAN

#### Menaces contre les contestataires

■ À lire en page B 1

### INDEX

Annonces.....	B 6	Idées.....	A 7
Automobile.....	B 5	Météo.....	B 5
Avis publics.....	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

### L'ENTREVUE

## Réapprendre à rêver la ville

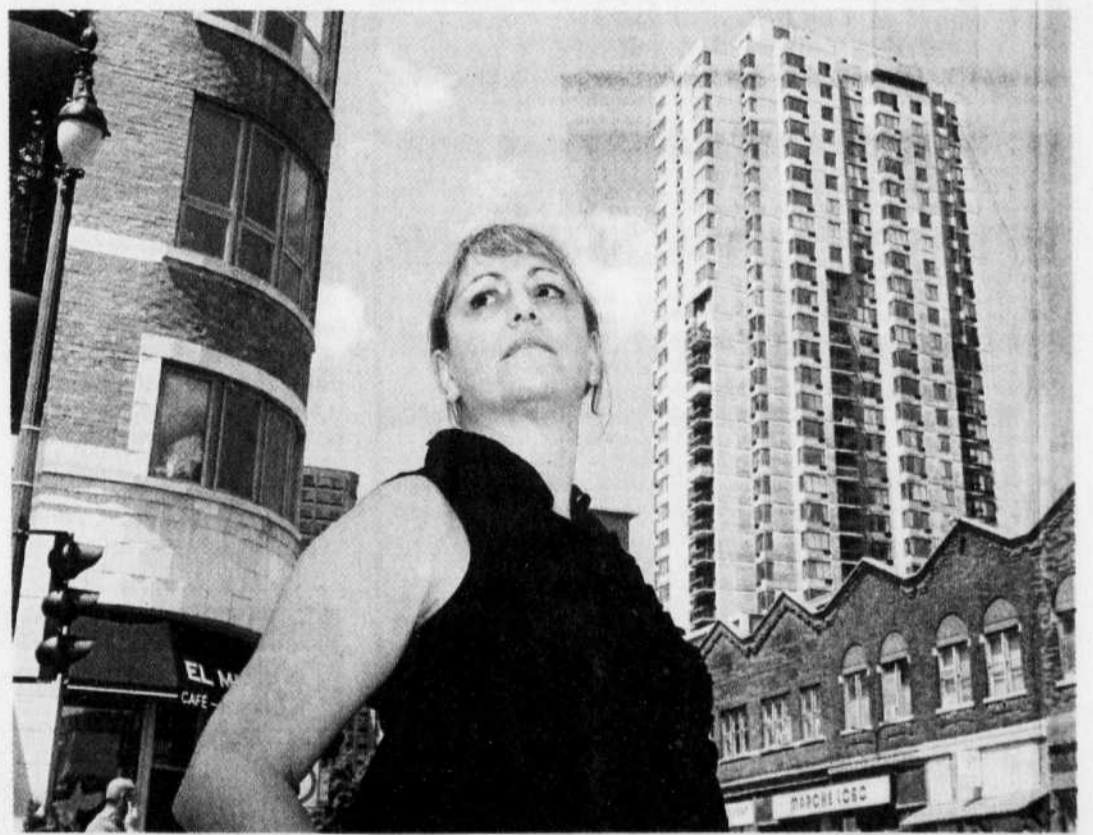
L'urbaniste Lucie K. Morisset déplore la montée en flèche d'un pragmatisme urbain paralysant

C'est le drame d'une époque. À trop avoir le nez collé sur la collecte des ordures, le ramassage de la neige, l'installation de compteurs d'eau, le remplissage des nids-de-poule ou la recherche impossible d'un consensus autour de la construction d'un banal immeuble de dix étages, Montréal semble avoir perdu sa capacité à rêver son avenir. Et cette «pathologie collective» pourrait même devenir une tare transmise de génération en génération. À moins d'un changement de cap radical, estime Lucie K. Morisset, de la Chaire de recherche en patrimoine urbain à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

FABIEN DEGLISE

«C'est à travers la ville que les humains, depuis toujours et au contact de l'architecture urbaine, façonnent leur identité. C'est aussi par cet espace qu'ils se sont projetés dans l'avenir en développant un environnement physique, bâti, qui correspond à leur vision d'un meilleur vivre ensemble», résume l'universitaire, spécialiste de l'imaginaire urbain et des paysages

VOIR PAGE A 8: VILLE



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'urbaniste Lucie K. Morisset

## Réalisez vos rêves !

Vous aimeriez améliorer vos compétences linguistiques ? Le Centre d'éducation permanente de l'Université McGill offre tout un programme de langue et de traduction espagnole qui peut donner accès à des certificats ou diplômes conçus pour vous permettre d'atteindre vos objectifs personnels et professionnels.

Les tests de classement pour les cours de langue espagnole auront lieu le 12 août à 18 h.  
Les inscriptions en personne pour le trimestre d'automne commencent le 24 août.

Pour obtenir plus de renseignements sur les tests et les cours :  
514-398-6160 | translation.conted@mcgill.ca | www.mcgill.ca/conted-span-port/



Centre d'éducation permanente

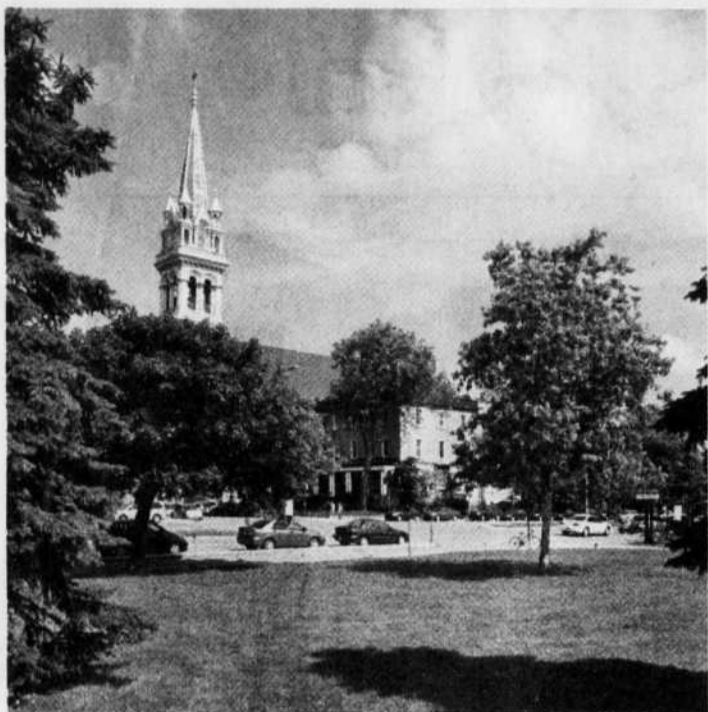
# MONTRÉAL AVANT-APRÈS

Quartier des spectacles en émergence, CHUM à édifier, échangeur Turcot à reconstruire, campus de Concordia redéployé, carrefour du Parc-des Pins enfin redessiné... Les projets qui refaçonnent le visage de Montréal ne manquent pas ces jours-ci. Mais, à toutes les époques, la ville s'est bâtie et rebâtie, faisant disparaître, bouger ou apparaître des repères visuels qui marqueront leur époque. Tous les lundis de l'été, un petit voyage photographique dans le passé vous en fera la démonstration.



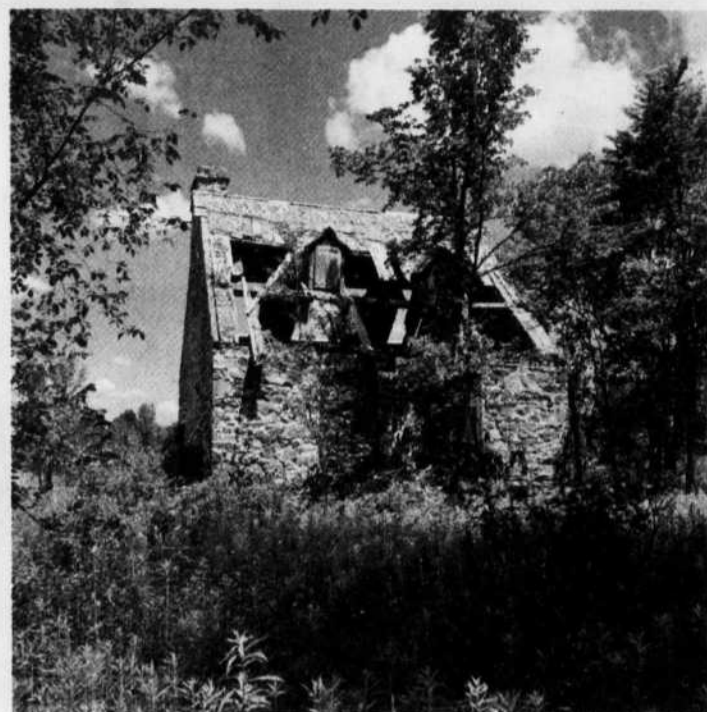
SOURCE ARCHIVES, VILLE DE MONTRÉAL, VM94-U90-2

La maison Hubert Lacroix vue de l'arrière en 1963, à la suite de la démolition des édifices qui l'entouraient.



GUILLAUME SAINT-JEAN

Le même site aujourd'hui, près de la tour de Radio-Canada, dans l'est de Montréal.



GUILLAUME SAINT-JEAN

Reconstruite à Carignan, la maison Hubert Lacroix n'est plus aujourd'hui qu'une structure vide envahie par la végétation.

## De Montréal... à Carignan!

### La maison Hubert Lacroix, un édifice historique laissé à l'abandon

Usée par le temps, la maison Hubert Lacroix, construite à l'époque de la Nouvelle-France, a aujourd'hui disparu du paysage montréalais. Reconstruite à une vingtaine de kilomètres de son lieu d'origine, la maison, dont la pérennité devait être assurée grâce à son implantation dans un village historique, aura toutefois connu un tout autre destin.

GUILLAUME SAINT-JEAN

En 1690, Hubert Lacroix, un riche négociant faisant la traite des fourrures, fit ériger une maison de ferme sur une terre concédée par le sieur de Maisonneuve en 1655. Cette terre s'étendait sur ce qui correspond à l'actuel terrain de la Place de Radio-Canada. Dotée d'un sous-sol élevé, d'un rez-de-chaussée divisé en deux grandes salles et d'un étage sous les combles, la maison, dont les murs exté-

rieurs avaient exactement trois pieds d'épaisseur, fut notamment construite à l'aide de pierres tirées du lit d'une rivière qui passait autrefois non loin de là.

Occupée par la famille Lacroix jusqu'en 1790, la résidence sera transformée en établissement industriel vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À la même époque, elle deviendra également un important lieu touristique à la suite de la mention, dans un guide de la ville, qu'il s'agit de la plus vieille maison de ferme de la métropole. Mais plus d'un demi-siècle plus tard, l'immeuble, converti en duplex et situé au cœur d'un pâté de maisons du faubourg à m'lasse, avait totalement sombré dans l'oubli.

La maison suscita néanmoins l'intérêt du service d'urbanisme de la ville de Montréal ainsi que celle de la commission Jacques Viger, dont la mission était de protéger et de restaurer le patrimoine de la ville, lorsqu'elle fut redécouverte en 1963, à la suite de la démo-

lition des édifices l'entourant pour permettre la construction de la tour de Radio-Canada.

Bien que le site soit aujourd'hui transformé en parc, il semblait alors inconcevable de conserver la résidence sur son lieu d'origine. N'étant pas à l'échelle des édifices du Vieux-Montréal, où l'on avait d'abord songé à la transporter, la ville ainsi que la commission Viger firent donc cadeau de la propriété au village historique Jacques de Chambly, un village-musée fondé en 1961 dans l'actuelle ville de Carignan, afin qu'elle puisse être sauvegardée.

La corporation du village historique dut toutefois organiser une collecte de fonds pour assumer les frais de transport et de restauration. Grâce à la générosité de nombreux donateurs, on considéra finalement la maison Lacroix comme sauvée en novembre 1963.

Malheureusement, faute de financement, le village historique fit faillite en 1967, son terrain

fut subdivisé, et tous les édifices qui le composaient, y compris la maison Lacroix, furent désormais laissés à l'abandon. Quelques années plus tard, le lot comportant la maison Lacroix passa aux mains d'une compagnie qui transforma le site en zone industrielle afin d'y exploiter une carrière ainsi qu'une usine de bitume.

Le nouveau propriétaire, peu soucieux du sort de la maison historique, la laissa aux soins des pilliers et des intempéries. Envahie par une végétation luxuriante, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, la demeure, dont les murs de pierre semblent toutefois aussi solides que lors de sa reconstruction, n'est plus aujourd'hui qu'une structure vide.

Sauvée de la démolition afin de devenir une représentation de l'évolution de l'architecture et du savoir-faire du peuple québécois, la maison Hubert Lacroix est ironiquement devenue aujourd'hui l'antithèse même de notre devise: Je me souviens...

Collaboration spéciale

## LES ACTUALITÉS

Risques accrus de toxi-infections alimentaires

### Les sacs réutilisables pour l'épicerie devraient être lavés régulièrement

Québec — Les sacs réutilisables achetés au supermarché doivent être lavés régulièrement pour éviter les toxi-infections alimentaires.

Selon Gale West, professeure au département d'économie agroalimentaire et sciences de la consommation de l'Université Laval, il est nécessaire de rappeler aux nouveaux écolos d'entretenir leurs sacs réutilisables. En y mettant pêle-mêle la viande, les fruits, les légumes et une multitude d'autres produits dont les emballages ont traîné un peu partout, les risques de contamination croisée sont accrus, explique-t-elle.

Et c'est sans compter que certains utilisateurs récupèrent les mêmes sacs «pour

transporter n'importe quoi, leur équipement de gym ou les couches des enfants», déplore Mme West, qui a déjà vu passer des sacs peu ragoutants en faisant la queue à la caisse d'un supermarché. Plusieurs emballages pourraient d'ailleurs le confirmer. L'Institut des plastiques et de l'environnement du Canada (IPEC), organisme-conseil de l'Association canadienne de l'industrie des plastiques, a financé une recherche, vraisemblablement «la première en Amérique du Nord», sur le sujet. Recherche intéressée, il va sans dire.

L'analyse de 25 sacs, dont 23 récupérés auprès de consommateurs, a révélé que les deux tiers présentaient des traces de

contamination bactériologique, dans des taux parfois supérieurs aux normes de salubrité acceptables pour l'eau potable. La présence de levures et de moisissures a été confirmée sur 20 % des échantillons testés par des laboratoires indépendants de Guelph et de Montréal. Trois sacs contenaient aussi des coliformes fécaux. Les sacs neufs et les sacs de plastique à usage unique, utilisés comme témoins, étaient exempts de saletés.

Sacs malpropres

Jacques Goulet, microbiologiste et professeur lui aussi à l'Université Laval, n'est pas surpris des résultats de ces analyses. Il croit même qu'ils ne reflètent pas l'ampleur du problème, puisque la technique utilisée par l'IPEC, frotter un coton-tige et examiner ce qu'on a récolté, a ses limites. «Je trouve que, dans le domaine alimentaire, on régresse avec les sacs réutilisables», conclut M. Goulet, qui croit que les cas de toxi-infections alimentaires (E. coli, sal-

monelle, etc.) liés à cette nouvelle mode seront désormais plus fréquents.

Gale West se défend bien de prôner un retour en arrière, maintenant que les consommateurs ont rompu leur dépendance aux sacs de plastique. Mais il faut laver les sacs réutilisables, répète-t-elle. En cela, les sacs de tissu sont plus faciles d'entretien que ceux en plastique rigide. Les supermarchés devraient offrir gratuitement des sacs de plastique pour les produits frais et refuser d'emballer des denrées dans des sacs malpropres, ajoute la prof.

Michel Leclerc, militant aux AmiEs de la Terre de Québec, est un peu excédé par toute cette attention portée sur les sacs malpropres, qui fait oublier d'autres sujets plus importants, comme le suremballage, par exemple. «On ne va pas commencer à avoir peur tout le temps parce qu'il y en a quelques-uns qui ne se lavent pas», résume-t-il.

La Presse canadienne

## Destinations

**CIRCUITS EXCLUSIFS**  
ACCOMPAGNÉS EN FRANÇAIS AU DÉPART DE MONTRÉAL

**DÉCOUVERTE DES BALKANS** - 1<sup>er</sup> au 18 octobre 2009 - 4 pays et autant de cultures distinctes  
Croatie, Slovénie, Monténégro et Bosnie-Herzégovine avec Sarajevo, Dubrovnik, Split et bien plus...  
À partir de 4865\$ inclus : 35 repas, de nombreuses visites et les taxes (475\$) - petit groupe

**CROISIÈRE SUBLIME DANS L'Océan INDIEN** - 10 au 30 mars 2010 - Entre mers et lagons bleus  
Iles Maurice, Seychelles, Kenya, Madagascar et La Réunion  
À partir de : cabine intérieure 4575\$ et extérieure 5065\$. Inclus : 3 nuits d'hébergement en demi-pension, croisière de 15 jours en pension complète à bord du Costa Romantica et les taxes (environ 800\$) - Places très limitées!

**NOUVEL AN EN PAYS BERBÈRE** - 27 décembre 2009 au 5 janvier 2010 - Réveillonnez au son des tambours  
Marrakech, Tan Tan, Tafraout, Targuigt  
À partir de 2195\$. Inclus : hébergement en demi-pension (repas typiques), de nombreuses visites exotiques, soirée folklorique dans un palais le 31 décembre et les taxes (environ 350\$). Possibilité d'extension.

**MAROC EN MAI** - 6 au 22 mai 2010 - Culture, gastronomie et folklore  
Casablanca, Rabat, Meknes, Fès, Marrakech, Ouarzazate, Marrakech, Essaouira, Taroudant, Agadir  
À partir de 2945\$. Inclus : de nombreuses visites, 27 repas et les taxes (environ 350\$). Possibilité d'extension

**SUR LA ROUTE DES PATRIOTES** - 5 et 6 septembre 2009 - Une page d'histoire méconnue  
Découvrez l'histoire des Rébellions de 1837-1838 avec Gilles Laporte, spécialiste de cette période.  
À partir de 250\$. Inclus : transport en autocar, l'hébergement en demi-pension, des visites et les taxes.

Nos circuits internationaux comprennent : vols, transferts, transport en autocar, guides locaux, hébergement et plus.  
Tous les tarifs sont en occupation double et ne comprennent pas la contribution au fonds d'indemnisation de l'OTC des clients des agents de voyages de 0,39%.

Pour tous vos besoins en voyages!

Demandez nos itinéraires détaillés  
(514) 985-3456 - 1-800-361-4541  
Pernis du Québec info@tourstour.ca

---

**ÉGYPTE**

5 432\$ • TOUT INCLUS • 25 jours

27 oct. ou 20 nov. 2009 • QUELQUES PLACES  
5 au 29 nov. 2009 • COMPLET  
17 nov. ou 6 déc. 2009 • QUELQUES PLACES

ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET SUR LE MARCHÉ  
HÔTELS ET BÂTEAUX 00000  
POSSIBILITÉ DE VISITER PÉTRA (AVEC SUPPLÉMENT)

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'ITINÉRAIRE COMPLET

---

**VOYAGES CULTURELS VIP**

3627, RUE SAINT-DENIS  
MONTRÉAL, Q.C.  
H2X 3L6  
T. 514-844-0407 • 1-866-481-4425  
WWW.VOYAGESCULTURELSVIP.CA

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Jean de Billy au 514 985-3456 - jdebilly@ledevoir.com

**LOTO QUÉBEC**

Résultats des tirages du : 2009-08-08

<b>6/49</b>	11 22 31 32 40 49	13 compl.	<b>49</b>	08 26 27 34 37 40	06 compl.
GAGNANTS	LOTS		GAGNANTS	LOTS	
6/6	0 4 500 703,00 \$		6/6	0 2 000 000,00 \$	
5/6+c	3 107 159,50 \$		5/6+c	0 75 000,00 \$	
5/6	123 2 159,10 \$		5/6	7 750,00 \$	
4/6	7 064 71,20 \$		4/6	552 75,00 \$	
3/6	123 832 10,00 \$		3/6	11 491 10,00 \$	
2/6+c	97 036 5,00 \$		2/6+c	9 149 5,00 \$	
Ventes totales	15 562 626 \$		Ventes totales	751 497,00 \$	
Prochain gros lot (approx.) :	9 000 000 \$		<b>Extra</b>	8923714	

---

Résultats des tirages du : 2009-08-07

<b>7</b>	7/7	0	5 000 000,00 \$
<b>6/7+c</b>	2	70 934,10 \$	
<b>6/7</b>	86	1 649,60 \$	
<b>5/7</b>	4 630	104,10 \$	
<b>4/7</b>	98 726	10,00 \$	
<b>3/7+c</b>	93 674	10,00 \$	
<b>3/7</b>	829 455	Participation gratuite	
Ventes totales	12 239 724 \$		
Prochain gros lot (approx.) :	7 000 000 \$		

---

**Extra** 0644025

ELLE EST DE RETOUR!  
JUSQU'À 90 PARTICIPANTS À LA TÉLÉ  
ET 5,8 MILLIONS EN LOTS AU TOTAL.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

EN BREF

### Des chamans pour lutter contre le H1N1

Toronto — Les tribus autochtones canadiennes, qui ont été particulièrement ravagées par la grippe A(H1N1) avec 60 décès répertoriés, explorent présentement l'avenue des guérisseurs traditionnels pour lutter contre le virus. Les chefs ont expliqué ce phénomène par la pénurie de travailleurs de la

santé, de médicaments et la surpopulation sur les réserves. La chaman Be'sha Blondin a indiqué que les guérisseurs traditionnels désiraient ardemment combattre la prolifération du virus A(H1N1). Sydney Garrioch, le grand chef des 30 communautés autochtones du nord du Manitoba a déclaré que ses membres se réunissaient actuellement afin de déterminer comment les chamans pouvaient lutter contre l'éventuelle résurgence du virus, cet automne. — La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

## La conférence des petits pas



MANON CORNELLIER

La conférence des premiers ministres provinciaux s'est conclue vendredi sans gros mots, ultimatums ou coups de gueule à l'endroit d'Ottawa. Au contraire, les premiers ministres ont même dit appuyer «fermement le travail du premier ministre Stephen Harper et du ministre du Commerce international, Stockwell Day, dans le dossier Buy American» et ils ont promis de collaborer étroitement avec eux pour arriver à une entente avec l'administration américaine.

En matière d'assurance-emploi, ils souhaitent que le fédéral investisse davantage dans la formation des chômeurs et rationalise les critères d'accès au programme, mais sans suggérer de règle précise. Dans le dossier des changements climatiques, ils évitent de parler de cibles puisqu'ils ne s'entendent pas sur le sujet.

Les premiers ministres provinciaux auraient-ils ramolli? Cette conférence aurait-elle fait son temps? Ni l'un ni l'autre. Le manque d'éclat de cette rencontre est en grande partie attribuable à l'évolution de ces rencontres sous la houlette du Conseil de la fédération. De conférences annuelles, elles sont devenues une étape dans un processus continu de concertation interprovinciale.

Cette institutionnalisation a véritablement démarré au milieu des années 1990 après que le fédéral eut réduit de façon unilatérale ses transferts aux provinces, les plongeant pratiquement toutes dans une situation de crise. Voyant la nécessité de forger un front commun plus solide face à Ottawa, elles ont créé des comités de travail et commandé des études afin d'étoffer les positions défendues aux conférences annuelles. Pendant presque dix ans, chaque réunion se terminait par une litanie de revendications musclées, sédimentant ainsi l'image d'un forum destiné presque exclusivement à établir un rapport de force avec le fédéral afin de lui soutirer plus d'argent.

La conclusion de l'accord sur la santé de 2004 et l'augmentation des transferts sous le gouvernement Harper ont changé la donne, mais un autre élément a contribué à cette transformation: la mise sur pied du Conseil de la fédération, il y a cinq ans. Appuyés par le travail constant des ministres et des fonctionnaires, les premiers ministres se sont mis à se rencontrer plus fréquemment, que ce soit pour faire entendre raison à Ottawa ou simplement pour régler entre eux certains problèmes.

♦ ♦ ♦

Cette façon de fonctionner n'est quand même pas un antidote aux désaccords, bien qu'elle puisse aider à tempérer les conflits qui pourraient en découler. Les divergences peuvent subsister et, dans certains dossiers, avoir pour effet de réduire le rapport de force des provinces avec Ottawa.

L'impossibilité pour les provinces de s'entendre sur un critère commun d'admissibilité à l'assurance-emploi en est un exemple. L'unité était d'autant plus importante qu'il s'agit d'un dossier où Ottawa peut n'en faire qu'à sa tête. Par contre, le moment était idéal pour tenter de l'influencer puisque la réforme du programme est au cœur du débat politique. Cet enjeu est toutefois récent, et les intérêts des provinces, divergents. Pour obtenir un consensus, il aurait fallu que les fonctionnaires provinciaux aient eu le temps d'étudier différentes positions de compromis, ce qui ne fut pas le cas. Travailler à dix à ses revers, dont celui de la lourdeur.

Dans le dossier de la *Buy American Act*, les provinces ont des intérêts similaires, et les premiers ministres s'étaient déjà prononcés ce printemps, ce qui leur facilitait la tâche la semaine dernière. Mais leur position a une faiblesse qui affaiblit à son tour celle de Stephen Harper. Les provinces veulent être exemptées de la loi américaine qui permet aux gouvernements régionaux et municipaux d'exclure les entreprises canadiennes des marchés publics découlant du plan de relance d'Obama, mais elles n'envisagent de discuter réciproquement que dans le cadre «d'autres négociations», dit leur communiqué. Et cette bonne volonté a ses limites. Si le Québec, la Saskatchewan et le Manitoba prônent l'ouverture immédiate des marchés, l'Ontario se fait tirer l'oreille.

Dans le dossier des changements climatiques, la diversité des intérêts économiques se traduit par l'absence de position commune sur les cibles de réduction des gaz à effet de serre. On se contente d'inviter Ottawa à faire écho aux voix discordantes des provinces. Cela équivaut à laisser au gouvernement Harper le soin de trancher d'ici à la conférence des Nations unies de décembre, à Copenhague. A moins, bien sûr, que la prochaine conférence des ministres fédéral et provinciaux de l'Environnement n'arrive à sortir de l'impasse.

♦ ♦ ♦

La conférence annuelle des premiers ministres des provinces est un point d'orgue dans une démarche maintenant continue. Les conclusions de cette seule réunion ne peuvent servir d'unique étalon de l'efficacité du Conseil de la fédération. Les résultats obtenus au fil des mois seraient déjà une meilleure mesure, y compris dans les trois dossiers cités plus haut. Dans le cas de l'assurance-emploi et des changements climatiques, les tests viendront rapidement. La lutte contre le protectionnisme américain demeure, quant à elle, une bataille sans fin. Pour cette raison, il sera intéressant de voir si le projet d'une réunion entre les dix premiers ministres et tous les gouverneurs des États américains, en marge de l'Assemblée de ces derniers, à Washington, cet hiver, se réalisera.

mccornellier@ledevoir.com

Congrès des jeunes libéraux

## Charest ne ferme pas la porte à une hausse des tarifs des services publics

En congrès à Sainte-Thérèse en fin de semaine, les jeunes libéraux ont voté pour la hausse des tarifs des services publics afin d'assurer un retour à l'équilibre budgétaire. Des propositions que se garde d'appuyer ouvertement le premier ministre Jean Charest, qui ne leur ferme pas pour autant la porte.

Les 500 délégués de l'aile jeunesse du Parti libéral ont voté pour diverses propositions controversées lors de leur congrès, qui se tenait à Sainte-Thérèse, dans les Laurentides, en fin de semaine. Plusieurs des mesures proposées touchent les automobilistes. Augmentation des taxes sur le carburant, installation de postes de péage sur les autoroutes et imposition d'un droit d'accès à l'île de Montréal figuraient au menu.

Les jeunes ont également demandé la tenue d'états généraux concernant les hausses des tarifs d'Hydro-Québec et des autres services publics. «Maintenant que nous avons les deux mains sur le volant, il n'y a pas d'excuse pour ne pas prendre ce virage», a soutenu plus tôt cette semaine Julien Gagnon, président de la Commission-Jeunesse du PLQ. Il estime que l'augmentation des taxes et des tarifs permettrait même d'engranger des surplus d'un milliard de dollars en 2013-2014.

«Le message que les militants nous ont envoyé tout au long de la tournée de consultation est clair: l'équité entre les générations est la priorité des jeunes libéraux. Si nous désirons maintenir la qualité, l'accessibilité et la pérennité des services publics, nous devons revoir nos modèles», a dit M. Gagnon.

Le premier ministre Jean Charest a félicité l'aile jeunesse sans prendre d'engagement à son égard. Il a toutefois assuré que le retour à l'équilibre budgétaire serait au cœur des débats à l'Assemblée nationale cet automne.

Selon Radio-Canada, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a qualifié la proposition de hausse des tarifs d'«audacieuse», alors que son collègue au Développement économique, Clément Gignac, a parlé de «débat incontournable».

## Des propositions dénoncées

Les ailes jeunesse du Parti québécois et de l'ADQ critiquent la proposition des jeunes libéraux de re-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Lors du Congrès des jeunes libéraux ce week-end, le premier ministre Jean Charest, que l'on voit ici lors de la victoire libérale à l'élection partielle dans Marguerite-Bourgeoys, a assuré que le retour à l'équilibre budgétaire serait au cœur des débats à l'Assemblée nationale cet automne.

voir à la hausse les tarifs des services publics pour renflouer les coffres de l'État. Selon eux, il s'agit d'une mesure qui mènerait à l'appauvrissement des jeunes, de la classe moyenne et des familles.

Le vice-président aux affaires politiques du Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJPQ), Alexandre Thériault-Marois, croit que le Québec a besoin d'un plan de relance économique qui va créer de la richesse et des emplois. Il estime que la proposition des jeunes libéraux de taxer davantage les citoyens n'est pas efficace pour la création d'emploi, ni pour se sortir de la crise économique.

Le directeur du financement de l'aile jeunesse de l'ADQ, Ian Sénéchal, trouve ironique que les jeunes libéraux se présentent comme les défenseurs de l'équité intergénérationnelle alors qu'il juge leurs propositions à ce sujet très faibles et très théoriques. Ian Sénéchal critique le fait que les jeunes libéraux ne cherchent qu'à augmenter les revenus de l'État sans réévaluer la colonne des dépenses du gouvernement.

## Jean Charest «heureux» au provincial

Interrogé à Sainte-Thérèse pour savoir ce que la population et les différentes formations politiques devaient comprendre de la présence prochaine du premier ministre à un événement tenu en l'honneur de l'ex-premier ministre conservateur Brian Mulroney, Jean Charest a affirmé que la politique fédérale ne l'intéressait pas. «Je vis une période de grand bonheur», a dit le premier ministre lors de son passage au congrès de l'aile jeunesse de son parti. Il a expliqué qu'il ne se joignait à la fête que pour souligner les gestes de M. Mulroney pour le Québec et le Canada lorsqu'il était à la tête du pays.

«J'ai devant moi un mandat que viennent tout juste de me donner les Québécois et je suis extrêmement heureux dans ce que je fais», a-t-il dit. Il a assuré avoir fort à faire, notamment pour le développement d'un nouvel espace économique pour le Québec. «C'est mon grand projet d'avenir, et je veux le réaliser».

Le Devoir avec La Presse canadienne et Radio-Canada

## Avortement: malgré les critiques, Yves Bolduc défend la loi 34

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Passant outre aux critiques et aux demandes de révision des médecins, des partis de l'opposition et des groupes de défense des droits des femmes, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, n'a pas l'intention d'assouplir les nouvelles normes de la loi 34 pour les cliniques d'avortement au Québec. Non seulement la clinique L'Alternative a-t-elle décidé de cesser ce service, mais les trois autres cliniques montréalaises et les centres de femmes de la province dénoncent ces normes «excessives et inutiles».

De passage à Sainte-Thérèse samedi pour le congrès des jeunes libéraux, le ministre s'est exprimé pour la première fois sur cette question depuis que *Le Devoir* a révélé la semaine dernière que les médecins craignaient que l'application de la loi 34 ne résulte en une baisse de l'accessibilité aux interruptions volontaires de grossesses (IVG).

Le ministre a légèrement ouvert la porte en affirmant qu'il pourrait accorder un délai aux cliniques qui souhaitent s'adapter, de même qu'une aide financière. «Je suis un défenseur de la qualité et de la sécurité et, pour ce faire, il faut avoir des normes minimales auxquelles il faut répondre», a dit le ministre.

La loi 34, qui entrera en vigueur le 30 septembre prochain, oblige les cliniques privées, dont les cliniques d'avortement, à obtenir un permis afin de devenir des CMS, des cliniques médicales spécialisées. Les normes liées à l'obtention du permis requièrent que les avortements soient pratiqués en salle d'opération, ce qui, selon les médecins, excède les exigences du Collège des médecins et de la National Abortion Federation.

En réponse aux préoccupations de jeunes libéraux, le ministre s'est dit ouvert à des accommodements pour certaines cliniques, comme celle de l'Alternative, en leur fournissant une

aide spéciale pour s'équiper. Or, comme l'ont expliqué au *Devoir* la semaine dernière les médecins des cliniques Morgentaler et Fémina, ce débat dépasse le coût de l'équipement. Les médecins estiment non seulement que les mesures proposées sont excessives et inutiles, mais qu'elles nuisent à l'approche humaine qu'ils préconisent. «Ce n'est pas ce que les femmes veulent», estime la D<sup>re</sup> Francine Léger.

Les cliniques privées pratiquent 5000 des 27 000 avortements de la province chaque année, alors que les centres de femmes, qui sont exclus de la loi, mais devront se soumettre aux normes, en pratiquent 3000. Ce sont donc plus de 30 % des places qui sont menacées. L'Agence de santé publique de Montréal expliquera en point de presse aujourd'hui comment elle compte gérer la situation.

Le Devoir avec La Presse canadienne

## Un été difficile

## Les entreprises touristiques espèrent du temps chaud

Après le temps peu clément de juillet qui a éloigné les visiteurs, les parcs aquatiques et les centres de villégiature au Québec prient pour que le temps ensoleillé — et chaud — prédomine pour le reste de l'été.

Dans les Cantons-de-l'Est, au Jardin zoologique de Granby, on a moins de monde que l'an dernier, mais la directrice des communications, Catherine Page, préfère comparer l'été 2009 à celui de 2006, semblable du côté météorologique. Jusqu'ici, le taux de fréquentation est à peu près semblable, une baisse de 1 %, si l'on prend l'année de référence 2006, et l'on a bon espoir de reprendre le terrain perdu.

L'entreprise, qui a investi près de quatre millions de dollars cet été dans son parc aquatique Amazon avec «l'aventure Hurakan» — en recréant une tempête tropicale dans un bassin —, a fracassé un record d'entrée le 28 juillet en accueillant 19 631 visiteurs.

Toutefois, des centres aquatiques ont connu un «achalandage» moindre en raison du mauvais temps — ou par l'annonce de temps nuageux ou de me-

naces de pluie — comme Mont-Saint-Sauveur. Le centre de glissades d'eau des Laurentides a vu 30 % moins de visiteurs en juillet, comparativement à la même période de 2008, mais il compte se reprendre en août.

L'entreprise a annoncé récemment la mise en place d'une montagne russe alpine — un investissement de 2,5 millions —, mais le «manège» quatre saisons ne sera fonctionnel qu'en novembre prochain.

A Tremblant, dans les Laurentides, une légère hausse du nombre de vacanciers dans les hôtels a été observée le mois dernier. Le responsable du marketing, Alain Brochu, a indiqué que les forfaits réduits ont permis d'attirer les gens quand même, si bien que l'on parle d'une augmentation de 2 ou 3 %.

Il a aussi noté que le Festival de blues de Tremblant, au début juillet, avait enregistré une hausse de visiteurs de 5 % sur l'an dernier et que le casino, ouvert depuis la fin juin seulement, ajoute de la valeur à l'offre touristique de Tremblant.

La Presse canadienne

Conseil de presse  
du QuébecLe Conseil de presse du Québec  
recrute des membres

Le Conseil de presse est à la recherche de candidatures, provenant de diverses régions du Québec et de différents milieux sociaux, économiques et culturels, pour siéger à son conseil d'administration, à titre de représentants du public. Le Conseil favorisera les candidates et les candidats faisant preuve d'une bonne connaissance des médias d'information et aptes à défendre le point de vue de leurs utilisateurs. En plus de siéger au conseil d'administration, le travail bénévole des membres du Conseil consiste à analyser et à juger les plaintes qu'il reçoit à l'égard des médias d'information.

Depuis sa fondation, en 1973, le Conseil de presse du Québec agit comme tribunal d'honneur de la presse québécoise, voué à la promotion d'une presse libre et de qualité ainsi qu'à la défense du droit du public à l'information.

**Vous êtes priés de soumettre votre candidature, accompagnée d'un curriculum vitae, avant le vendredi 14 août 2009, aux bureaux du Conseil situés au :**

1000, rue Fullum, bureau A.208  
Montréal (Québec) H2K 3L7  
ou à l'adresse électronique : [info@conseildepresse.qc.ca](mailto:info@conseildepresse.qc.ca)

Pour plus d'informations, consultez le site Internet du Conseil : [www.conseildepresse.qc.ca](http://www.conseildepresse.qc.ca)

Veuillez prendre note que seules les personnes retenues seront contactées.

## ACTUALITÉS

## SANTÉ

## Être hypertendu et l'ignorer

AMÉLIE  
DAOUST-BOISVERT

Même si votre tension artérielle oscille sagement dans l'intervalle normal lors de votre visite annuelle chez le médecin, vous pourriez souffrir d'hypertension sans le savoir. Quinze pour cent des Québécois adultes vivraient cette hypertension masquée en l'ignorant.

Deux fois plus d'hommes que de femmes souffriraient d'hypertension masquée, écrivent dans la dernière édition du *Journal of Hypertension* le sociologue et épidémiologiste Xavier Trudel et la Dr<sup>e</sup> Chantal Brisson, du Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval.

«C'est très plausible que les résultats obtenus dans cette étude soient représentatifs de la population», croit le chercheur.

Xavier Trudel a suivi 2370 fonctionnaires de trois organismes gouvernementaux de Québec, car «ils sont de bons modèles de cols blancs québécois», explique-t-il. Après avoir relevé leur tension artérielle par trois fois dans une journée de travail, il leur a laissé un appareil pendant une journée de fonction complète. Ce tensiomètre prend une mesure automatiquement, à intervalles réguliers, et fréquents.

Même si la tension des fonctionnaires semblait normale lors

des trois prises ponctuelles, la prise en continu a révélé que 15 % d'entre eux souffraient d'hypertension masquée. «C'est le contraire du syndrome de la blouse blanche», explique le chercheur. Certaines personnes font de l'hypertension devant leur médecin, mais pas dans la vie, mais ce n'est pas très dangereux pour leur santé. Au contraire, certaines personnes font de l'hypertension dans la vie, mais pas devant leur docteur. Et ça, c'est un facteur de risque important pour les maladies cardiovasculaires.»

Les découvertes de Xavier Trudel ont permis à ces fonctionnaires de consulter un médecin avec cette révélation en mains. Les scientifiques s'affairaient en ce moment à la deuxième phase de l'étude, qui consiste à documenter le lien possible entre l'hypertension et le stress vécu au travail.

Les personnes dont l'indice de masse corporelle était plus élevé risquent davantage de souffrir d'hypertension masquée, note aussi Xavier Trudel. Prendre sa tension soi-même en plus des visites chez le médecin de famille permet de détecter des signes d'hypertension masquée, qui est ensuite diagnostiquée par le port d'un appareil qui mesure la tension sur 24 heures.

Le Devoir

## EN BREF

## Retour au point de départ

Kaboul — Un avion parti de Kaboul et allant vers Urumqi, la capitale du Xinjiang (nord-ouest de la Chine) secouée par des violences le mois dernier, a dû atterrir à Kandahar (sud de l'Afghanistan), en raison, selon l'agence Chine nouvelle, d'une alerte à la bombe. L'avion appartenant à la compagnie afghane Kam Airlines effectuait un vol inaugural de Kaboul à Urumqi, ont indiqué des responsables en Afghanistan. Mais, contrairement à la version de l'agence Chine nouvelle, le directeur de l'aéroport de Kandahar, Nasir Khan, a déclaré qu'il n'y avait pas eu d'alerte à la bombe ni de menace de détournement. — Agence France-Presse

## Abdou Diouf honoré en Acadie

Caraquet — Le secrétaire gé-

néral de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, a été honoré samedi lors de son passage au Nouveau-Brunswick, dans le cadre du Congrès mondial acadien qui se déroule jusqu'au 23 août. Une rue portera désormais son nom à Caraquet. De plus, des étudiants internationaux en provenance d'un des pays membres de la Francophonie qui s'inscrivent à l'Université de Moncton pourront maintenant avoir droit aux bourses Abdou-Diouf. L'ancien président du Sénégal s'est dit très honoré de ces signes d'affection qui marqueront désormais la communauté acadienne. «Je me sens ici chez moi. Et encore plus aujourd'hui. Je me sens très fier de voir mon nom associé à la ville de Caraquet et à l'Université de Moncton. En m'honorant, vous honorez toute la Francophonie internationale», a-t-il déclaré samedi après-midi, après avoir dévoilé le panneau portant son nom à Caraquet. — La Presse canadienne

## Un million d'habitants évacués

## Le typhon Morakot balaye l'est de la Chine

Pékin — Le typhon Morakot s'est abattu hier sur la côte est de la Chine, où près d'un million d'habitants avaient été évacués en prévision de son arrivée. Samedi, l'ouragan a provoqué les pires inondations depuis 50 ans à Taïwan où plusieurs dizaines de personnes sont portées disparues.

En Chine, Morakot («émeraude» en thaï) a touché terre hier dans la province de Fujian (est), accompagné de fortes pluies et de vents soutenus de 120 km/h, selon l'Agence météorologique chinoise.

Près d'un million de personnes ont été évacuées dans les provinces côtières chinoises: plus de 490 000 dans le Zhejiang et 505 000 dans le Fujian voisin. Les autorités du Fujian ont rappelé 48 000 bateaux au port. Par ailleurs, plusieurs dizaines de vols ont été annulés au départ de la ville de Wenzhou, selon l'agence officielle Chine nouvelle.

Des localités entières ont été inondées dans l'est de la Chine, et les sauveteurs se déplaçaient en canots pneumatiques pour venir en aide aux sinistrés. De fortes pluies avant l'arrivée du typhon ont provoqué des glissements de terrain et des effondrements d'habitations dans le Zhejiang, ensevelissant un enfant qui est décédé. A Beibi, dans le Fujian, la ville était plongée dans l'obscurité, les intempéries ayant sectionné arbres et lignes électriques. Un cargo avec à bord huit membres d'équipage a par ailleurs été projeté contre un récif au large



AGENCE FRANCE PRESSE

À Taïwan, dans la région de Taitung, un hôtel de cinq étages s'est effondré et a plongé dans le fleuve, après que les inondations ont miné ses fondations.

de la côte du Fujian, a précisé l'Agence Chine nouvelle.

Le typhon, d'après les prévisionnistes, devrait perdre de la puissance au fur à mesure de sa progression dans les terres. Morakot se déplaçait vers le nord à 10 km/h en direction de Shanghai où de très fortes pluies étaient attendues.

## À Taïwan

Morakot a balayé vendredi et samedi Taïwan, y provo-

quant les plus graves inondations depuis un demi-siècle. Une femme a été tuée après la chute de sa voiture dans un fossé à Kaohsiung, tandis que deux hommes se sont noyés à Pingtung et Tainan.

Une soixantaine de personnes au total sont portées disparues dans le sud et le sud-est de l'île, selon les services de secours.

Dans la région de Taitung, un hôtel de cinq étages s'est

effondré et a plongé dans le fleuve, après que les inondations ont miné ses fondations. Les 300 personnes qui se trouvaient dans l'établissement ont pu être évacuées et sont saines et sauvées.

Vendredi matin, le typhon avait frappé le nord des Philippines, causant des inondations et des glissements de terrain qui ont fait 21 morts.

Associated Press

## Opinion d'experts

## Le Canada devrait établir une stratégie après le retrait des troupes en 2011

MURRAY BREWSTER

Ottawa — Le Canada devrait établir une stratégie en Afghanistan après le retrait des troupes en 2011, ont indiqué des experts.

Le secrétaire général de l'OTAN a déclaré la semaine dernière qu'il «regretterait fortement» le retrait des Forces canadiennes des zones de combats de la région de Kandahar. Cette déclaration semble souligner le fait que le Parti conservateur n'avait pas établi une véritable stratégie à la suite du retrait des soldats.

Lorsque les ministres conservateurs fédéraux se risquent à émettre des commentaires dans ce champ de mines politique, c'est souvent pour déclarer des généralités sans intérêt du genre que le Canada continuera sa mission de reconstruction de Kandahar ainsi que son travail d'aide humanitaire.

Le Canada dispose bien sûr de certains projets particuliers dont le gouvernement se servira évidemment comme accomplissements après 2011, mais un consensus est en train de se former au sein des experts voulant que les conservateurs ne veuillent rien savoir au sujet de

l'Afghanistan après cette date.

C'est une stratégie incertaine, particulièrement depuis que la population est confrontée à la hausse constante des pertes humaines sur le terrain, comme ce fut le cas en juillet, le mois le plus sanglant pour les

«L'objectif des troupes sur le terrain en Afghanistan doit être reformulé, car les gens ont tendance à oublier», souligne Barry Cooper

troupes de la coalition depuis le renversement du régime taliban en 2001.

## Un message à formuler

«Vous ne voulez pas aller à la guerre simplement pour vous battre, mais pour des raisons politiques», a déclaré Barry Cooper, du département de science politique de l'Université de Calgary.

«L'objectif des troupes sur le terrain en Afghanistan doit être reformulé, car les gens ont tendance à oublier.»

Le message doit aussi être diffusé à l'intérieur du pays, peu importe si Ottawa décide ou non de conserver sa date butoir pour le retrait des soldats.

Selon M. Cooper, la situation était plus facilement justifiable au lendemain des attentats terroristes du 11-Septembre, mais elle l'est beaucoup moins aujourd'hui.

Si le Canada décide de plier devant les pressions internationales afin de demeurer en sol afghan, cela découlera de la situation sur le terrain. Cette dernière devrait se précipiter à la suite des élections présidentielles, qui auront lieu à la fin du mois.

Le camp de reconstruction provincial situé à Kandahar, qui est le porte-étendard des efforts de développement du Canada en Afghanistan, est censé être opérationnel jusqu'en 2015. Or, on ignore toujours comment ce camp restera ouvert et qui s'occupera de la sécurité.

A travers toutes ces questions, il demeure néanmoins celles essentielles relatives aux conséquences de cette décision du Canada sur ses relations avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, deux partenaires qui ont

participé activement aux combats et qui ont aussi essuyé leur part de pertes humaines dans le sud de l'Afghanistan.

## Opinion publique

Puis, il y a aussi la question de l'opinion publique.

Les familles des centaines de soldats qui sont décédés ou ont été grièvement blessés lors des combats voudront comprendre pourquoi leurs maris, leurs femmes, leurs pères, leurs mères, leurs fils et leurs filles ont fait tant de sacrifices.

Plusieurs d'entre eux confient secrètement que le Canada ne devrait pas quitter l'Afghanistan avant la fin de la guerre, mais ils sont une minorité, car la majeure partie de la population canadienne interrogée dans les sondages croit que la mission doit prendre fin selon les échéances fixées par le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement minoritaire de Stephen Harper aimait bien ne plus avoir à composer avec la question afghane, particulièrement dans le contexte actuel où il peut être renversé à tout moment.

La Presse canadienne

## La formation des cellules souches adultes est contrôlée par un gène anti-tumeur

Paris — Des chercheurs ont découvert qu'un gène suppresseur de tumeur, le p53, surnommé gardien du génome, n'a pas seulement pour rôle d'arrêter net les cellules en train de devenir cancéreuses, mais aussi de faire barrière à la reprogrammation des cellules adultes en cellules souches.

Les travaux de cinq équipes de chercheurs, publiés hier en ligne par la revue scientifique britannique *Nature*, montrent que supprimer le gène p53 permet de reprogrammer des cellules adultes avec plus de succès.

Les cellules souches embryonnaires peuvent se différencier pour produire tous les types

de cellules humaines (sanguines, nerveuses, musculaires...) et sont un enjeu essentiel d'une médecine «régénératrice» susceptible, à l'avenir, de réparer le cœur ou d'autres organes. Mais leur utilisation soulève des interrogations éthiques.

Grâce aux travaux pionniers, en 2006 puis 2007, du chercheur japonais Shinya Yamanaka permettant de programmer des cellules différenciées adultes pour qu'elles redeviennent polyvalentes, les cellules souches pluri-potentes induites (iPS) sont vues comme une solution de rechange à l'utilisation des cellules souches embryonnaires.

Pour forcer les cellules

adultes à redevenir polyvalentes, diverses techniques existent, notamment le recours à quatre puissants facteurs de reprogrammation, dont deux (Klf4 et c-Myc) sont des oncogènes risquant d'induire le cancer. Pourtant malgré l'aide apportée par ces oncogènes, peu de cellules adultes se transforment en cellules iPS qui agissent comme des cellules embryonnaires.

Ces oncogènes activent en fait le gène suppresseur de tumeur p53. Le gène p53, selon les situations, peut stopper la division des cellules le temps de réparer des altérations génétiques, ou sinon, arrêter complètement la multiplication des cellules anor-

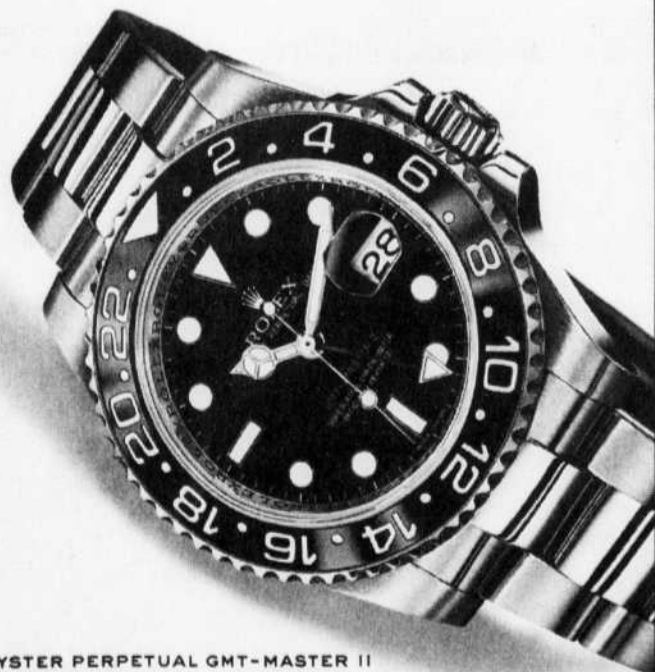
males et leur ordonner de s'auto-détruire. Presque toutes les cellules cancéreuses ont perdu cette fonction du gène p53 d'une façon ou d'une autre, note le cancérologue Geoffrey Wahl (Salk Institute, États-Unis).

Avec son collègue Juan Carlos Izpisua Belmonte, il montre qu'en inactivant le gène p53, on obtient une reprogrammation cellulaire qui est «au moins dix fois plus efficace», et ce, sans recourir aux stimulateurs oncogènes. Les cellules iPS obtenues ont permis de donner naissance à des souris en bonne santé, capables de se reproduire, selon cette équipe.

Agence France-Presse



ROLEX

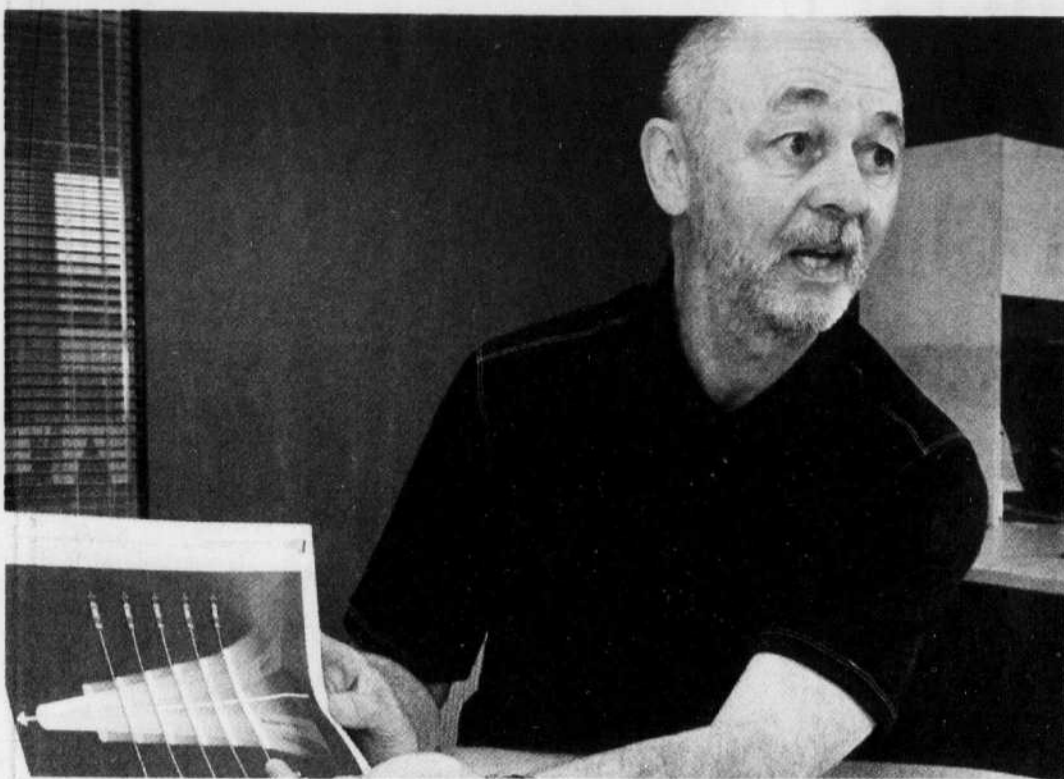
OYSTER PERPETUAL GMT-MASTER II  
EN ACIER

Bijouterie  
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHICART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

## ÉCONOMIE



Guy Belletête, un machiniste de formation qui avait dirigé la Fédération de l'automatisation du Québec, est le directeur général de l'Institut de développement des produits depuis les tout débuts de l'organisme.

## PORTRAIT

## Le défi de l'innovation

L'Institut de développement de produits se consacre à la sensibilisation et à la promotion des meilleures pratiques en matière de recherche et développement

CLAUDE TURCOTTE

Il y a 13 000 entreprises manufacturières au Québec et seulement une centaine d'entre elles sont membres de l'Institut de développement de produits (IDP), un organisme sans but lucratif fondé en 1995 dont les activités sont consacrées à la sensibilisation, à la formation et à la promotion des meilleures pratiques à suivre en matière de recherche et développement, pour faire en sorte que les efforts et les sommes investies dans l'innovation se transforment en bénéfices.

L'atteinte de cet objectif est loin d'être généralisée. «Les méthodes de développement pratiquées actuellement par un grand nombre d'entreprises sont déficientes et ne répondent plus à la complexité actuelle des marchés», affirme l'IDP. Les études réalisées sur ce sujet dégagent le portrait suivant:

■ 46 % des coûts totaux de développement sont engagés dans la conception de produits qui sont des échecs commerciaux.

■ Plus de 50 % des ventes réalisées par un bon nombre d'entreprises proviennent de nouveaux produits, une tendance en hausse constante.

■ En 1995, plus de la moitié des produits sur le marché existaient depuis moins de cinq ans, en comparaison de 33 % en 1981.

■ Plus les erreurs sont repérées et corrigées tardivement dans le cycle de développement de produits, plus elles sont coûteuses.

Il découle de ces constats qu'une meilleure planification du travail de conception améliore les délais de réalisation et la qualité du produit, et permet de réduire les coûts.

## Un vieux problème

Le problème n'est pas nouveau. Au début des années 1990, Denis Proulx, un professeur en génie mécanique à l'Université de Sherbrooke, en avait pris conscience lors d'une conférence à laquelle il assistait aux États-Unis. Il avait compris que l'innovation ne jaillissait pas uniquement de connaissances techniques et que des facteurs humains et organisationnels étaient aussi en cause. Le professeur Proulx a pris son bâton de pèlerin et a prononcé des conférences, puis avec le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) il a fondé ce qui allait devenir l'IDP. Une douzaine d'industriels s'y sont joints, en mettant chacun 500 \$ pour devenir membres.

Cette organisation a donc commencé avec un budget de 6000 \$. Le CRIQ lui a aussi «prêté» un bureau et Guy Belletête, un machiniste de formation qui avait dirigé la Fédération de l'automatisation du Québec. Avec la disparition de cet organisme, M. Belletête, sans emploi, a mis ses revenus d'assurance-emploi au service de l'IDP, dont il est le directeur général depuis le début.

L'IDP a donc connu des débuts très modestes, mais a pu compter sur l'appui d'hommes clés, dont Pierre Beaudoin qui était alors président de Bombardier, produits récréatifs. En 1995, on parlait d'ingénierie simulta-

née, c'est-à-dire une approche systématique et multidisciplinaire qui intègre en même temps les différentes phases de développement d'un produit et la gestion du processus, en commençant par la détermination des besoins du client jusqu'à l'étape finale de la mise en marché. En somme, on met tout le monde dans le coup de l'innovation; pas seulement les ingénieurs, mais aussi les gens de la vente et du marketing. C'est bien connu, les équipes de recherche et développement ont l'habitude de travailler dans le plus grand secret.

## Changement d'attitude

Pour être membre de l'IDP et participer à ses réseaux d'échanges et de formation, il faut accepter un changement d'attitude pour en arriver à des échanges d'information entre des gens de diverses entreprises, à la condition évidemment qu'il n'y ait pas de concurrents dans un même groupe.

L'IDP compte présentement huit groupes, pour un total de 140 personnes; chaque groupe, multirégional et multisectoriel, comprend de 12 à 14 personnes qui se réunissent pendant un an pour discuter non pas de leurs secrets industriels, mais de leurs pratiques, de leurs méthodes pour stimuler l'innovation. Inévitablement, les participants se rendent compte que les mêmes problèmes existent dans toutes les entreprises, dans l'industrie du sirop d'érable comme dans celle de l'électronique.

Après trois ans, avec une trentaine de membres, l'IDP s'est monté un plan d'affaires et un budget de développement de 200 000 \$. La croissance s'est maintenue à environ 25 % par année, et avec l'aide des gouvernements de Québec et d'Ottawa, son budget actuel atteint 1,5 million, dont la moitié provient de ventes de services aux membres et autres utilisateurs. Avec une équipe de 14 personnes installée depuis peu dans un bureau de technopôle Angus, l'IDP exerce une influence plus importante que son budget pourrait le laisser croire. «Les instances gouvernementales ne peuvent pas faire le travail que nous accomplissons. Elles ont besoin de notre savoir et nous pouvons les conseiller», explique M. Belletête.

L'IDP aborde la réalité des entreprises le plus simplement du monde avec une approche pratique. «Nous venons du terrain. Nous sommes présentement en processus d'embauche et nous voulons des gens qui connaissent l'industrie et qui ont une attitude de respect de la démarche des autres», mentionne le directeur général en rappelant que dans le domaine de la recherche et du développement, on est toujours dans une zone d'incertitude et qu'il faut sans cesse gérer deux démarches contradictoires: la créativité et la rigueur. La première requiert d'explorer des idées inusitées et de sortir des sentiers battus, alors que la seconde va dans le sens contraire, celui du contrôle et de la retenue. Il s'agit de trouver le meilleur équilibre entre les deux

pour atteindre les objectifs d'innovation, en ayant à l'esprit la rentabilité de l'entreprise. M. Belletête résume tout cela par une expression: «l'art du possible».

## Un défi plus grand que jamais

Bien qu'il y ait eu beaucoup d'innovations industrielles depuis un siècle, le défi de l'innovation est encore plus grand maintenant, soutient l'IDP, parce qu'il y a de nouveaux marchés, que ce soient ceux des consommateurs immigrants ici ou ceux d'ailleurs à qui on exporte. C'est le cas, par exemple, pour un constructeur de portes et fenêtres québécois qui veut vendre ses produits en Floride, où l'on a besoin de fenêtres qui résistent aux grands vents plutôt qu'aux grands froids.

Une autre étude réalisée en 2006 auprès des 1000 entreprises qui dépensaient le plus en recherche et développement, soit pour un total de 450 milliards, a démontré que ce ne sont pas celles qui dépensent le plus qui sont les meilleures en innovation, mais bien celles qui sont les mieux organisées. Il n'y a pas de corrélation entre la quantité de brevets et la rentabilité. «Cela remet en cause ce qu'est l'innovation. On parle même aujourd'hui d'ethnographie, particulièrement dans des secteurs comme ceux de l'alimentation et des jeux vidéo», mentionne M. Belletête.

Un changement majeur en matière d'innovation est certainement la notion d'«écoconception», qui peut augmenter la rentabilité, comme le démontre une étude conjointe sur le sujet menée par l'IDP et une institution de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Etienne-Montbrison en France. «Pourquoi ne pas y penser au moment de la conception du produit?», se demande M. Belletête à propos de la protection de l'environnement, en ajoutant que jusqu'à maintenant, il n'était «pas naturel pour un ingénieur de penser à ça, à se demander si en fin de vie son produit sera recyclable».

Mais, en fait, y est-on vraiment arrivé? Il y a à l'Université de Sherbrooke deux cours de maîtrise sur les stratégies et les outils en écoconception. A la faculté d'aménagement et de design de l'Université de Montréal, il y a un cours de 45 heures sur ce sujet dans le cadre d'un programme de trois ans. C'est peu, constate M. Belletête, en concluant qu'il s'agit d'un dossier «encore en émergence». L'étude conjointe sur l'écoconception aura permis d'établir que la France a environ cinq ans d'avance sur le Québec dans ce domaine. Et pourquoi donc? En Europe, l'écoconception s'est accélérée avec l'imposition de directives et de réglementations. L'étude tire la conclusion générale que l'écoconception deviendra inévitablement la façon de développer des produits et que la majorité des entreprises intégreront l'écoconception à leurs pratiques lorsque la réglementation aura été renforcée.

Le Devoir

La présente annonce ne constitue pas une offre d'achat ou une sollicitation d'une offre de vente des titres de Canadian Royalties Inc. L'offre (définie ci-après) n'est faite qu'au moyen de l'offre d'achat et de la note d'information (chacune définie ci-après) et de toutes modifications ou de tous suppléments à celles-ci. L'offre est présentée à tous les porteurs d'actions ordinaires et à tous les porteurs des débetures non garanties de premier rang convertibles à 7 % venant à échéance le 31 mars 2015 (et les dépôts seront acceptés pour leur compte), sauf aux porteurs dans un territoire où l'offre ou son acceptation serait contraire aux lois de ce territoire.

Le 10 août 2009

## AVIS D'OFFRE D'ACHAT AU COMPTANT

visant la totalité des actions ordinaires en circulation (les « actions »)

et  
la totalité des débetures non garanties de premier rang convertibles à 7 % venant à échéance le 31 mars 2015 en circulation (les « débetures »)

de  
CANADIAN ROYALTIES INC.

par

Société minière Jien CANADA Ltée

et

JILIN JIEN NICKEL INDUSTRY CO., LTD., JIEN INTERNATIONAL INVESTMENT LTD. ET GOLDBROOK VENTURES INC.

au prix de 0,60 \$ CA en espèces par action ordinaire

et  
de 600 \$ CA en espèces par tranche de 1 000 \$ CA de capital de débetures, plus l'intérêt couru et impayé à la date de prise de livraison des débetures aux termes de l'offre visant les débetures

Société minière Jien Canada Ltée (l'« initiateur ») offre par les présentes d'acheter, selon les modalités et sous réserve de certaines conditions, la totalité des actions émises et en circulation (l'« offre visant les actions ») et la totalité des débetures (l'« offre visant les débetures ») de Canadian Royalties Inc. (la « Cible »), et y compris les actions ordinaires qui peuvent être émises et mises en circulation après la date des offres mais avant l'heure d'expiration à la conversion, à l'échange ou à l'exercice de titres de la Cible qui peuvent être convertis, échangés ou exercés pour obtenir des actions ordinaires de la Cible. Chaque porteur d'actions (un « actionnaire ») recevra 0,60 \$ CA en espèces par action déposée en réponse à l'offre visant les actions. Chaque porteur de 1 000 \$ CA de capital de débetures (un « porteur de débetures ») recevra 600 \$ en espèces par tranche de 1 000 \$ CA de capital de débetures, plus l'intérêt couru et impayé à la date de prise de livraison des débetures.

L'offre visant les actions et l'offre visant les débetures (collectivement, les « offres ») sont assujetties aux modalités et aux conditions énoncées dans l'offre d'achat (l'« offre d'achat ») et la note d'information qui l'accompagne (la « note d'information ») datées du 10 août 2009 et dans les lettres d'acceptation et d'envoi et l'avis de livraison garantie (collectivement, les « documents d'offre »), dont des exemplaires sont déposés aujourd'hui auprès des autorités en valeurs mobilières au Canada. Des exemplaires des documents d'offre seront disponibles sans frais au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

CHACUNE DES OFFRES PEUT ÊTRE ACCEPTÉE JUSQU'À 17 H (HEURE DE TORONTO) LE 15 SEPTEMBRE 2009 (L'« HEURE D'EXPIRATION »), À MOINS QUE L'UNE OU L'AUTRE DES OFFRES OU LES DEUX NE SOIENT PROLONGÉES OU RETIRÉES PAR L'INITIATEUR.

Les offres sont conditionnelles, notamment en ce qui concerne l'offre visant les actions, au dépôt valide en réponse à l'offre visant les actions, non révoqué à l'heure d'expiration, du nombre d'actions qui représente au moins 66<sup>2</sup>/<sub>3</sub> % des actions émises et en circulation et, en ce qui concerne l'offre visant les débetures, au dépôt valide en réponse à l'offre visant les débetures, non révoqué à l'heure d'expiration, du nombre de débetures qui représente au moins 66<sup>2</sup>/<sub>3</sub> % du capital global des débetures en circulation (dans chaque cas, calculé après dilution). Les conditions des offres sont énoncées à la rubrique 4 de l'offre d'achat, « Conditions de l'offre ». L'initiateur se réserve le droit de retirer les offres et de ne pas prendre livraison des actions ou des débetures déposées en réponse aux offres, de ne pas les acheter ou de ne pas les régler, sauf si toutes les conditions de l'offre sont remplies ou, lorsque c'est possible, ont fait l'objet d'une renonciation au plus tard à l'heure d'expiration.

Les actionnaires qui désirent accepter l'offre visant les actions doivent remplir et signer les lettres d'acceptation et d'envoi conformément aux directives qui y sont données et déposer la lettre d'acceptation et d'envoi remplie, avec les certificats représentant les actions déposées et tous les autres documents exigés dans la lettre d'acceptation et d'envoi, à l'un des bureaux de Kingsdale Shareholder Services Inc. (le « Dépositaire ») indiqués dans la lettre d'acceptation et d'envoi au plus tard à l'heure d'expiration. Sinon, les actionnaires peuvent (i) accepter l'offre visant les actions en suivant la procédure de transfert d'inscription en compte d'actions décrite à la rubrique 3 de l'offre d'achat, « Mode d'acceptation — Acceptation par transfert d'inscription en compte — Actions et débetures » ou (ii) accepter l'offre visant les actions lorsque les certificats représentant les actions ne peuvent être obtenus immédiatement ou si les certificats et tous les documents requis ne peuvent être fournis au Dépositaire au plus tard à l'heure d'expiration, en suivant la procédure de livraison garantie décrite à la rubrique 3 de l'offre d'achat, « Mode d'acceptation — Procédure de livraison garantie — Actions » en utilisant un avis de livraison garantie ou un fac-similé de celui-ci.

Les débetures ont été émises dans un système d'« inscription en compte seulement ». Par conséquent, si vous désirez déposer la totalité ou une partie de vos débetures en réponse à l'offre visant les débetures, vous devez donner instruction à votre courtier en valeurs mobilières, banque, société de fiducie ou autre prête-nom d'accepter l'offre visant les débetures de la manière prescrite par votre prête-nom. Voir la rubrique 3 de l'offre d'achat, « Mode d'acceptation — Acceptation par transfert d'inscription en compte — Actions et débetures ».

Les actions et les débetures sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles « CZZ » et « CZZ.DB », respectivement. Le 6 août 2009, soit le dernier jour de bourse complet avant le dépôt de l'annonce à des fins de publication, le cours de clôture des actions à la TSX était de 0,48 \$ CA et le cours de clôture des débetures à la TSX était de 305,00 \$ par tranche de 1 000 \$ CA de capital de débetures. Le prix de l'offre visant les actions représente une prime d'environ 25 % par rapport au cours de clôture des actions à la TSX le 6 août 2009 et une prime d'environ 28,2 % par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume pour les 20 jours précédents se terminant le 6 août 2009. Le prix de l'offre visant les débetures représente une prime d'environ 97 % par rapport au cours de clôture des débetures à la TSX le 6 août 2009 et une prime d'environ 122 % par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume pour les 20 jours précédents se terminant le 6 août 2009.

L'initiateur a demandé à la Cible la permission d'utiliser la liste de ses actionnaires et de ses porteurs de débetures (collectivement, les « porteurs de titres ») et la liste des positions sur titres aux fins de transmission des documents d'offre aux porteurs de titres. Lorsque la Cible aura répondu à cette demande, les documents d'offre et tous autres documents pertinents seront postés aux porteurs de titres inscrits ou fournis aux courtiers en valeurs mobilières, aux banques, aux sociétés de fiducie et aux personnes semblables dont le nom ou celui de leur prête-nom figure sur la liste des porteurs de titres de la Cible ou, le cas échéant, qui figurent à titre de participants sur la liste des positions sur titres d'une agence de compensation, pour qu'ils les transmettent aux propriétaires véritables des actions et des débetures.

Les actions comportant droit de vote de l'initiateur appartiennent conjointement à Jien International Investment Ltd., filiale en propriété exclusive de Jilin Jien Nickel Industry Co., Ltd., et à Goldbrook Ventures Inc., à raison de 75 % et de 25 %, respectivement. Collectivement, l'initiateur, Jilin Jien, JJ Holdco et Goldbrook, avec les personnes agissant de concert avec l'initiateur, sont propriétaires de 10 046 100 actions, soit environ 9,8 % des actions en circulation, et ne sont propriétaires d'aucune débeture.

L'information présentée dans la présente annonce n'est qu'un résumé. Les documents d'offre contiennent de l'information importante qui doit être lue attentivement avant toute prise de décision en ce qui concerne les offres. Vous pouvez vous procurer sans frais des exemplaires de ces documents auprès de Kingsdale Shareholder Services Inc. Les questions et les demandes d'aide peuvent être transmises à Kingsdale Shareholder Services Inc. aux adresses et aux numéros de téléphone indiqués ci-après. Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec leur courtier en valeurs mobilières, leur banque, leur société de fiducie ou autre prête-nom afin d'obtenir de l'aide concernant les offres.

## Le Dépositaire et l'agent d'information pour l'offre est :



**KINGSDALE**  
Shareholder Services Inc.

## Par la poste

The Exchange Tower  
130 King Street West, Suite 2950  
Toronto, Ontario  
P.O. Box 361  
M5X 1E2

## Par courrier recommandé, en mains propres ou par messagerie

The Exchange Tower  
130 King Street West, Suite 2950  
Toronto, Ontario  
M5X 1E2

Numéro de téléphone sans frais en Amérique du Nord :

**1-866-581-1024**

Courrier : [contactus@kingsdaleshareholder.com](mailto:contactus@kingsdaleshareholder.com)

Télécopieur : 416-867-2271

Télécopieur sans frais : 1-866-545-5580

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, numéro à frais virés pour les banques et les courtiers : 416-867-2272

# ÉDITORIAL

## LE RETOUR DES MILLIARDS

### L'humeur mauvaise

Avant toute chose, soulignons que, n'eussent été les mille milliards de dollars accordés par l'État aux banques et aux compagnies d'assurance des États-Unis d'Amérique, celles-ci auraient sombré au cours de l'hiver. Et nous avec elles. Six mois plus tard, que constate-t-on? La valse des salaires ou troncés et des primes exorbitantes rythme de nouveau le quotidien de Wall Street.

**L**es Américains ont l'humeur mauvaise. Celle du président Obama? Elle se confond avec l'exaspération alors que celle du secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, se distingue par les caractéristiques propres à la colère. Il y a quelques jours, la presse économique d'Amérique du Nord, comme le Royaume-Uni a admiré cette réunion au cours de laquelle Geithner a affublé les hauts fonctionnaires chargés de superviser le secteur financier de noms d'oiseaux si virulents qu'ils feraient passer le Capitaine Haddock pour un ange de sobriété langagière. Il y a de quoi.

En effet, en l'espace d'une semaine, on a appris que si la tendance observée au cours des deux premiers trimestres de l'exercice financier en cours se maintient, les courtiers de tous les établissements sauvés l'automne dernier grâce à l'argent des contribuables vont se partager des milliards et des milliards de dollars. L'un d'entre eux, tenez-vous bien, va percevoir... 100 millions! Il va sans dire qu'il s'agit là d'un record.

On a surtout appris, grâce à l'enquête menée par le procureur général de l'État de New York, Andrew Cuomo, et qu'il vient tout juste de publier, que presque toutes les banques et les compagnies d'assurance sauvées de la faillite en 2008 ont accordé des milliards de primes afférentes aux activités réalisées en 2008. On a enfin appris que les Goldman Sachs, Bank of America et consorts demandent des assouplissements pour ce qui a trait à certains aspects des politiques de rémunération en cours.

Soyons précis: ils voudraient que l'État leur octroie des avantages en plus de ceux déjà consentis. Au nom de quoi? La concurrence.

Pour la énième fois, les premiers rôles de cette industrie ont exigé que l'on leur laisse libre de payer les cracks en mathématiques financières comme ils l'entendent tous en stipulant que si les autorités travaillant à la City de Londres, à Francfort ou Paris. Ils veulent également que le gouvernement mette une sourdine à sa volonté de fixer de nouvelles règles afin que la gestion du risque soit débarrassée des «encouragements pervers» à la course aux primes.

Or comment se fait-il que Goldman Sachs et autres alignent aujourd'hui des records? En usant des outils mathématiques et véhicules financiers qui ont brûlé des milliards et des milliards de dollars américains, d'euros, de yens, etc. Dans une récente chronique, l'économiste Paul Krugman explique que si les employés de Goldman vont se partager des millions en décembre c'est grâce en partie par l'investissement consenti à la... vitesse! De quoi s'agit-il? L'efficacité du nouveau parc informatique de cette banque lui permet d'avoir une ou deux nanosecondes d'avance sur ses adversaires.

S'il en va ainsi aujourd'hui comme il en allait hier, c'est à cause des autorités dites compétentes. Pour dire les choses comme elles sont, ces dernières entraînent les pieds. Le lobby des banquiers ayant bien compris que l'ambition du Congrès et de l'exécutif se traduirait par une guerre de territoires entre les diverses administrations concernées par la chose financière, il a travaillé au corps les patrons de ces dernières. D'où la colère dite épique de Geithner qui vient de les sommer d'agir avec célérité.

Il est probable que les rescapés de Wall Street n'entendent pas raison tant et aussi longtemps qu'on ne les aura pas mis à genoux sur une règle, les bras en croix avec du linge mouillé dans les mains, tout en leur faisant réciter par cœur *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Et pas dans l'édition abrégée.

SONIA SOTOMAYOR

### Une page d'histoire

**L**e Sénat a écrit une page importante de l'histoire judiciaire américaine en confirmant, jeudi dernier, la nomination de Sonia Sotomayor à la Cour suprême des États-Unis. Vu la majorité blindée dont disposent les démocrates au Sénat, il était pour ainsi dire acquis qu'elle deviendrait le premier juge d'origine latino-américaine à siéger au sein du plus haut tribunal. S'agissant, dans le contexte politique américain, d'une candidature progressiste, le seul suspense tenait au nombre de républicains qui allaient s'inscrire en faux. Au bout du compte, seulement 9 des 40 sénateurs républicains ont approuvé la nomination. Tous les autres sont restés fidèles à leur obscurantisme conservateur. A leurs risques et périls, étant donné l'influence électorale croissante dont disposent les Latinos aux États-Unis.

Il n'en faut pas beaucoup aux républicains pour crier à l'intolérable activisme judiciaire de gauche. Leur argument le plus aberrant aura consisté pendant les dix semaines qu'ont duré les procédures à faire valoir que son sexe et ses racines hispaniques risquaient de nuire au jugement et à l'impartialité de Mme Sotomayor dans l'exercice de ses fonctions. Ô combien cette position est fallacieuse! C'est affirmer, suivant ce raisonnement, que seuls les mâles blancs — la quasi-totalité des 110 juges nommés à la Cour suprême ont été des mâles blancs — sont capables de jugement impartial. C'est ensuite prétendre que, pour éviter que la Cour suprême ne cède aux préjugés, il vaut mieux des juges tous sortis du même moule que dotés de parcours personnels différents...

L'indépendance de la Cour suprême n'a d'égal, paradoxalement, que la politisation et la partisanerie auxquelles donne lieu la nomination de ses magistrats. Pour autant, l'arrivée de Mme Sotomayor ne modifie pas radicalement l'équilibre des tendances au sein du tribunal. Certains prédisent que son influence pourrait être aussi grande que celle qu'eut Thurgood Marshall, premier Afro-Américain nommé à la Cour suprême, en 1967, par le président Lyndon Johnson. L'histoire le dira. Élevée dans le Bronx par sa mère veuve, première de classe à Princeton et Yale, juge dès l'âge de 38 ans, elle n'a encore que 55 ans. Il lui reste vingt ou trente ans pour laisser sa trace.

Au demeurant, sa nomination traduit un progrès non pas seulement pour les Latinos, mais pour la société américaine dans son ensemble. Mme Sotomayor apportera de la diversité et de la perspective à la Cour suprême. Un autre signe que les Américains sortent du cachot dans lequel la droite les tenait en otages.

gtaillefer@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



## LETTRES

### Ça va faire mal!

Je suis déçu du gouvernement du Québec qui vient d'accorder un cinquième décret à BFI mégadépotoir à Lachenaie, qui a déjà profité de deux décrets d'urgence au cours des dernières années. Je suis déçu pour toutes ces années perdues, parce qu'il n'y a aucune reconnaissance du travail de gens consciencieux, de citoyens engagés, de commissaires au BAPE et d'experts en environnement. Nous avons pourtant tous la responsabilité de donner le meilleur aux générations futures et, malgré tout le bien que nous souhaitons à notre environnement, la volonté politique n'est toujours pas au rendez-vous. Si le gouvernement du Québec avait pris ses responsabilités, il n'aurait pas perdu toutes ces années. Il aurait investi dans de nouvelles méthodes de gestion des déchets, dans des études, des analyses de risque sur la santé et, aujourd'hui, nous pourrions être guidés par des résultats plus tangibles au lieu d'aller à l'aveuglette sur des hypothèses avancées par un promoteur. Toutes ces années perdues ne reviendront pas, et le nouveau décret 827-2009 nous annonce dix années supplémentaires sans études ni recherche. Les citoyens devront se débrouiller seuls pour les années à venir malgré leur peu de moyens, les riverains du mégadépotoir ont réussi là où le gouvernement a échoué. Ils ont réussi à mettre en place, sous la direction de la CIRE (Centre interinstitutionnel de recherche en écotoxicologie), un programme de recherche en santé environnementale dans le milieu humain. Enfin, la population aura des réponses claires sur la santé du milieu, car le Conseil des ministres a

manqué de courage, et peut-être aussi d'un peu de lucidité, en accordant encore toute sa confiance au lobbying de BFI. C'est la réalité, les histoires de science-fiction ne se sont pas toujours dans les films.

Manon Fortin  
Repentigny, le 6 août 2009

### Taux d'intérêt trop élevés

Nous étions désireux d'acquiescer une voiture hybride comme prochain véhicule familial. Après analyse, on se demande toutefois pourquoi les taux d'intérêt pour ces véhicules sont si élevés (Prius 6,9 % Insight 9 %)... Les subventions à l'achat ou à la location offertes périodiquement par le gouvernement du Canada sont englouties et encore davantage dans le paiement du taux d'intérêt élevé que les constructeurs imposent aux consommateurs pour se procurer ces voitures. J'ai lu ces jours-ci qu'une étude vient de conclure que les subventions gouvernementales n'ont pas d'impact sur le nombre de voitures hybrides achetées ou louées. La réponse est dans les taux trop élevés! Lorsqu'un consommateur est prêt à déboursier le prix nécessaire pour se procurer un véhicule hybride qui est plus élevé qu'une voiture traditionnelle, il ne devrait pas en plus avoir à payer les taux d'intérêt les plus élevés sur le marché de l'automobile. Ces taux rebutent les consommateurs qui pensaient s'en procurer. Je comprends que le prix du véhicule soit plus élevé à cause des coûts de recherche et développement des constructeurs, mais les taux d'intérêt élevés sont injustifiables. Je songe maintenant à me procurer un véhicule tra-

dictionnel à essence qui peut coûter jusqu'à 10 000 dollars de moins et m'offrir un taux d'intérêt à 0 %.

François Vézina  
Longueuil, le 6 août 2009

### La pollution d'abord

Le retour possible de la F1 à Montréal apporte un fort espoir à ceux et celles qui en tireront des profits. Si cela est compréhensible, quelle logique entre les débats sur la qualité de l'environnement et la qualité de vie? Les maires se targuent du respect global du milieu et se battent pour obtenir des activités polluantes. En plus, les trois paliers de gouvernement lancent nos millions d'impôts dans cette activité de luxe qui rapporte aux gens d'affaires surtout. Les retombées dans l'économie n'empêchent pas la destruction de notre milieu. Il faut trouver d'autres activités. Ou que les fans de cette pollution paient plus cher pour se permettre de détruire leur ouïe et la qualité de l'air... qui concerne tout le monde. La majorité des citoyens est victime des «lobbyistes» et du souci de popularité des élus. Quel ridicule de tenir un langage si partial et se vouloir innocent et de choisir des activités si polluantes quant au bruit et au rejet de pétrole dans l'atmosphère! Et dire que nos politiciens prétendent qu'ils ont le souci de la planète? C'est renversant, en ces temps de difficultés économiques, de ne pas faire preuve de plus de conscience et de responsabilité en rapport avec ses fonctions. Un tel langage hypocrite maintient les élites des générations envers les devoirs des élus.

Raymond Ethier  
Le 5 août 2009

## LIBRE OPINION

### Au paradis malade

FRANCIS HALIN

Auteur, compositeur et interprète; il participera en tant que demi-finaliste 2009 au Festival international de la chanson de Granby en septembre prochain

Vincent Lacroix, Bernard Madoff, Earl Jones... alouette. Que penser de ces gens qui se sont arrogés le droit de vivre aux dépens des économies des autres? Certes, des peines plus sévères pourraient dissuader quelques futurs escrocs qui seraient tentés de les imiter, eux et leur fameuse pyramide de Ponzi, mais la question fondamentale demeure pour quoi et comment ces gens sont parvenus à vivre avec l'argent des autres pendant toutes ces années sans que le système économique actuel les empêche d'*«œuvrer»*. Il faut croire que l'idéologie dominante est un terreau plus fertile que jamais à ce genre de comportement...

Au Québec comme ailleurs sur la planète, la déréglementation du secteur financier n'a pas seulement causé la crise que nous vivons, elle a créé la pauvreté, une pauvreté qui était déjà existante, mais qui est désormais systémique et de plus en plus visible. Allez en parler aux groupes communautaires. La privatisation des services publics n'aide évidemment pas la situation des citoyens qui vivent déjà dans la précarité. Soit les plus fortunés sont insensibles à cette réalité, soit ils n'y accordent guère d'importance, soit les deux et ils sont double-

ment responsables de la situation actuelle.

Le mandat de la Caisse de dépôt a été modifié en 2003 par le gouvernement «libéral» — le nom le dit! comme le démontre l'insignifiante publicité — et depuis le Québec a perdu collectivement parce que des gens ont mis leur argent dans des produits à haut rendement plutôt que de gérer les économies des Québécois. Notre bas de laine n'a pas fondu; il a servi les intérêts de certains spéculateurs qui s'en sont donné à cœur joie. L'argent est passé d'une poche à l'autre. Pourtant, quand les membres de Québec solidaire proposent de revoir certaines règles financières, ils ne sont pas assez écoutés au sein de la cité. La parole revient toujours aux pseudosspécialistes de l'Institut économique et leurs acolytes qui cherchent des moyens de faire plus de profits.

Aux États-Unis, les banques ont eu tôt fait de rembourser les prêts qui leur ont sauvé la vie, et plusieurs d'elles elles ont affiché de beaux chiffres pour l'année 2009; le retour des primes a même déjà commencé. A coup de milliards, les personnes qui ont créé la crise des denrées alimentaires puis la crise des grands marchés sont aussi riches qu'avant, et cette richesse augmente même pour certains d'entre eux. Pendant ce temps, les pauvres s'appauvrissent et les néolibéraux nous disent qu'il faut créer la richesse, cela même si le problème est plutôt la redistribution de cette même richesse qui a d'ailleurs augmenté ces dernières années et qui n'a visiblement pas profité à l'ensemble de la société.

La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons nous débarrasser de ces gens en votant pour d'autres personnes; soit les politiciens actuels sont inconscients, soit ils sont fort conscients, mais ils se régaleront trop de juteux profits que ce système leur donne. Cela péraira bête, mais je pense que les Québécois n'ont pas encore perdu assez d'argent. Je crois qu'ils ne se sont pas fait assez avoir. Quand le chèque de leur retraite baissera davantage, non seulement de quelques centaines de dollars par année, mais de quelques milliers de dollars, je crois qu'ils comprendront qu'ils se sont fait avoir. Pour l'instant, l'économie-casino, la prétentieuse idéologie du libéralisme économique créé plus de pauvreté et, si nous en sommes tous responsables parce que nous élisons certaines gens qui ont cette croyance, les créateurs de pauvreté, eux, continuent de profiter des périodes de stagnation pour faire reculer les syndicats, les droits sociaux et le partage de la richesse.

Pendant que certains doivent s'endetter avec plusieurs cartes de crédit pour arriver à combler leurs besoins quotidiens, d'autres utilisent leurs cartes de crédit pour retirer depuis le Québec de l'argent dans leurs comptes en banque situés dans des paradis fiscaux. Les créateurs de pauvreté vivent dans un paradis malade. Le seul remède est d'occuper la sphère politique ou d'élire des citoyens plus moraux qui pensent qu'il est bien de s'occuper des plus vulnérables de la cité.

## IDÉES

## L'illusion tranquille: l'efficiencia des PPP

CHRISTIAN BORDELEAU

Docteur à la School of Public Policy and Administration de Carleton University à Ottawa. L'auteur a reçu la bourse d'excellence du Fonds commémoratif Louise-Montpetit-Morrisseau en administration publique et la bourse de doctorat du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

Après plus d'un an de contestations et d'avis défavorables en ce qui a trait à la formule des PPP dans divers projets, le ministre des Transports, Julie Boulet, a finalement répudié publiquement — le 24 juillet dernier — l'application de la formule PPP à l'échangeur Turcot «*étant donné que c'est un dossier très complexe, avec beaucoup de partenaires*». Les intérêts corporatifs ayant perdu cette bataille d'influence, la présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand, probablement dans l'espoir d'éviter la contagion, signe un billet intitulé «Des PPP qui fonctionnent bien!» (sic) (*Le Devoir*, 28 juillet 2009).

Mis à part l'enthousiasme débordant de Mme Bertrand pour les intérêts privés qu'elle représente, il y a lieu de se demander quelles sont les prémisses du modèle des PPP qu'elle chérit tant. En effet, il est inquiétant de voir sans cesse des assertions grossières quant à l'efficacité des PPP sans aucune remise en question — et ce, dans plusieurs médias nationaux — et il est temps de se questionner, pour peu que cela soit possible ici, sur la validité empirique de cette rhétorique économique.

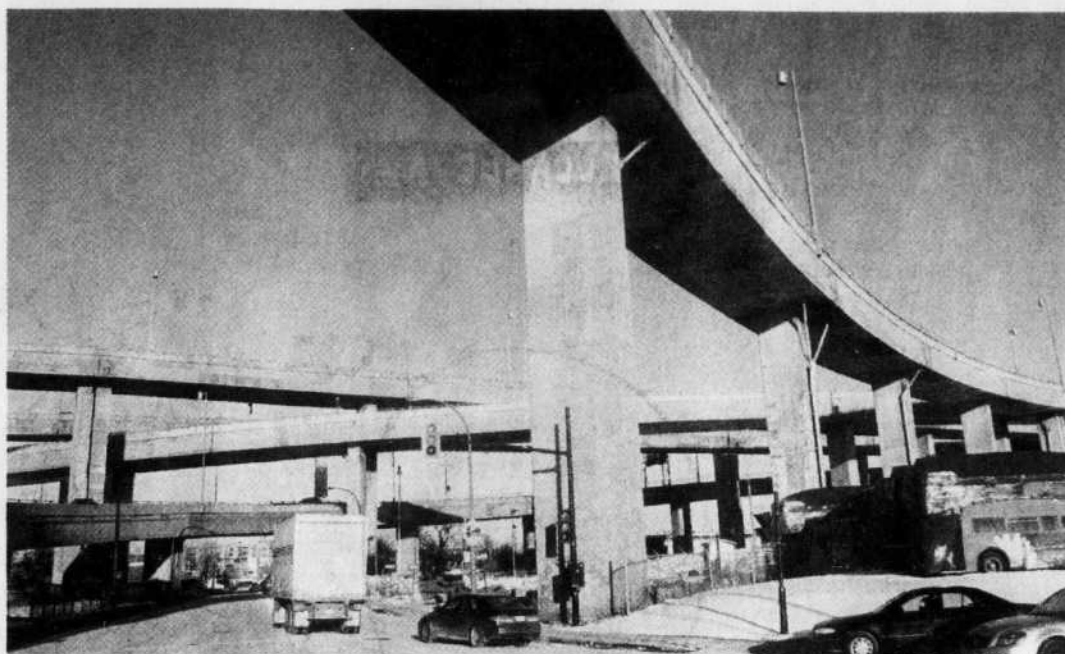
## Nouvelles doxa en matière de réalisation d'infrastructures publiques

La première prémisses des PPP postule que l'utilisation du libre marché permet l'obtention d'une réalisation de projet plus efficiente. Premièrement, le marché n'a aucune efficacité sur son genre, et la crise économique que nous traversons en est la preuve tangible. Sa supériorité est illusoire, car sa seule force réside dans l'abstraction des externalités (ex.: la pollution ou les maux sociaux). Sur une échelle absolue et durable, le marché est sous-éfficace sans une régulation forte et structurante, ce qui permet la modulation de cette déficience reconnue. Seuls quelques dogmatiques personnages en sont encore à proposer l'efficacité des mécanismes du libre marché à «l'état naturel» (c.-à-d. le «laissez-faire») comme solution aux problèmes sociaux, et les États qui se drapaient jadis dans l'arrogance de ce paradigme font aujourd'hui amende honorable.

La recherche de pointe en science politique a bien démontré que sans coordination (c.-à-d. régulation) le résultat des agrégations individuelles est sous-optimal pour le groupe (c.-à-d. les citoyens). Alors que 47 millions d'Américains sont sans assurance maladie dans un système entièrement contrôlé par le libre marché, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie et ex-vice-président de la Banque mondiale, affirmait le 9 janvier dernier que l'on ne pouvait plus se fier au marché, que cette idéologie était — comme bien d'autres — révolue. Le président Obama tente d'ailleurs de sortir le pays de cette douve. Que l'on se le tienne pour dit, le marché sur lequel «s'assoient les PPP» n'a pas «d'efficacité transcendantale».

## Pas de gaspillage, vraiment?

La deuxième prémisses postule que le marché fait toujours une allocation optimale des ressources en raison de la concurrence. Ainsi, le «client» (c.-à-d., dans le cas des PPP, le gouvernement) en «a toujours plus pour son argent». Le schéma privé serait donc supérieur au schéma de réalisation public, car il n'y aurait pas de «gaspillage». Si cela était vraiment le cas, on peut se demander où réside l'efficacité promi-



L'échangeur Turcot

se par le marché dans les 18,3 milliards qu'il s'est «alloués» — à même les fonds de secours gouvernementaux — en primes de performance, d'excellence et en options prestigieuses — permettant aux spéculateurs de Wall Street d'attendre la fin de la crise financière dans des résidences champêtres à «skier et bien manger!» Ces événements tangibles devraient rappeler à la population la déficience des mécanismes du marché même dans l'allocation de ses propres ressources.

Pour preuve s'il en faut une, l'échec spectaculaire du métro londonien géré en PPP a été qualifié de «sous-performance pathétique» par le Comité des transports de la Chambre des communes en 2008. Après la réalisation de seulement 40 % du projet, le public doit éponger la dette de deux milliards laissée par Metronet à la suite de l'allocation de «contrats surpayés à ses propres actionnaires» (House of Commons, 16 janvier 2008).

## Pour en finir avec un mythe

Il faut comprendre que la prétendue «compétitivité» des mécanismes du privé sur le secteur public ne s'exerce que par le rejet des externalités sur autrui; une problématique très bien connue dans les études sur l'environnement et en matière de solidarité sociale. Compréhension de cette façon, la compétitivité peut donc se mesurer par le rejet maximum des externalités — lorsque l'on compare avec un concurrent qui n'est pas en mesure d'externaliser (ou disposé à le faire) tout autant — dans une sorte de course au nivellement vers le bas. C'est sur cet axe que la prétendue compétitivité du privé joue contre le gouvernement, car ce dernier ne peut pas suivre le marché dans l'externalisation extrême. Pour illustrer simplement, les évactions à répétition de prisonniers des pénitenciers britanniques gérés en PPP ne sont pas des externalités qui ont été considérées acceptables par la collectivité et cette dernière n'était pas prête à prendre ce risque pour économiser sur le salaire de quelques gardiens. Alors que le partenaire privé cherche à «couper au maximum» pour augmenter son rendement, dans une société démocratique, on se rend rapidement compte de la limite du dogme de l'efficacité en matière de gouvernance.

Lorsque l'on s'attarde à la concurrence réelle, on peut constater qu'elle est quasi inexistante dans le contexte de mégaprojets, et ce, particulièrement au Québec. Avec la monopolisation croissante de nombre de secteurs économiques, l'argument d'une concurrence accrue à long terme est imaginaire, surtout que l'on assiste actuellement à des «mariages» d'entre-

prises dans des «consortiums». Qui plus est, au Québec, dans un contexte où les firmes de génie se comptent sur les doigts de la main et où tout le monde se connaît, le taux horaire, des uns comme des autres, n'est pas un secret de Polichinelle, et ce, particulièrement lorsque tout le monde suit les mêmes devis gouvernementaux. En fait, cette concurrence — telle qu'elle est conceptualisée dans la rhétorique du marché — est plutôt une version «édulcorée» et «faibliche».

Dans ce contexte, les firmes recherchent constamment une «rotation» dans l'allocation des contrats à l'aide de nombreux lobbyistes, de contributions électorales et de «bons amis»; les problèmes éthiques ne sont jamais loin derrière. C'est pour cela que le président de SNC-Lavalin, Jacques Lamarre, multipliait «les coups de fil», allant jusqu'à effectuer son propre lobbying, pour que ce soit «son tour» avec le PPP Turcot (*La Presse*, 22 octobre 2008); il devra maintenant se trouver un nouveau projet!

**L'échec spectaculaire du métro londonien géré en PPP a été qualifié de «sous-performance pathétique» par le Comité des transports de la Chambre des communes en 2008.**

## Gros biscuit pour un risque aussi réduit

Contrairement à ce que certains tentent de laisser croire aux citoyens, les «consortiums» ne sont pas des regroupements spontanés de passionnés du «service à la clientèle» (c.-à-d. les citoyens dans le jargon réducteur des PPP); ce sont des holdings financiers, recherchant une rente étatique sécurisée, en finançant des projets publics garantis sur des décennies. Ces «bassins de liquidités» sont à la recherche constante de projets rentiers rapportant des intérêts à deux chiffres — sans les risques assortis habituellement à cette gamme de taux; c'est dans ce contexte que le concept des PPP est très alléchant et que le public doit être extrêmement vigilant, de surcroît, lorsqu'un gouvernement complaisant siège.

A l'inverse de ce qui est propagé par certains, le risque n'est pas «assumé» par le consortium, mais il est simplement évalué et inclus dans la facture totale; l'économie est donc factice «bon temps» et les Britanniques, parmi tant d'autres, ont appris à la dure ce que signifie «mauvais temps»: une prise de risque totale de l'État. Ce dernier ne peut pas laisser en friche un métro, un hôpital, une prison ou un pont que le «partenaire» a abandonné en cours de réalisation de projet. Encore heureux que la crise financière soit survenue avant que l'entente du PPP Turcot n'ait été signée!

Mme Bertrand ne s'inspire pas de l'état de la recherche empirique dans son apologie sur les PPP, mais semble plutôt éprise, comme bien d'autres, d'une version libérale d'*Alice au pays des merveilles!*

Listéria

## Plus j'en mange, plus j'en trouve!

D<sup>R</sup> SYLVAIN CHARLEBOIS

Vice-doyen de l'École d'études supérieures de politiques publiques Johnson-Shoyama Université de Regina/Université de la Saskatchewan (CANADA)

Maple Leaf a récemment rappelé, une fois de plus, ses saucisses de marque Hygrade, Shopsy's et Maple Leaf. Leur plus récent rappel de nature préventive remontait à février 2009 et concernait cette même catégorie de produits fabriqués à l'usine de Hamilton. L'an dernier, en août 2008 plus précisément, c'étaient les opérations de l'usine Maple Leaf située à North York qui provoquaient la crise de la listéria, entraînant le décès de 22 Canadiens. Évidemment, le consommateur est en droit de s'inquiéter de cette succession de rappels provenant de Maple Leaf, surtout lorsqu'il s'agit de produits hautement consommés en période estivale. Les consommateurs vont devoir s'habituer à tous ces rappels préventifs de produits alimentaires, puisque Maple Leaf gère le risque autrement depuis les incidents de 2008, et d'autres entreprises n'hésiteront pas à emboîter le pas.

Pour Maple Leaf, la listéria est une affaire sérieuse. La compagnie a d'ailleurs procédé à la nomination d'un vice-président en salubrité alimentaire, une première au Canada. Plus important encore, cette fois-ci, Maple Leaf n'a pas attendu d'apprendre qu'il y avait une victime quelque part avant de rapatrier ses produits. Rappelez-vous; c'était en juin 2008 que les autorités de la santé publique ontarienne répertoriaient des problèmes de santé chez des gens ayant un système immunitaire fragile, soit pratiquement deux mois avant le rappel. On ne peut plus se permettre ce genre de délai avant de réagir. L'envergure des réseaux de distribution émanant de Maple Leaf est telle que la compagnie se doit d'agir de façon proactive, et c'est ce qu'elle vient de faire. Ainsi, ce tout dernier rappel est une très bonne nouvelle pour sécuriser les consommateurs.

Depuis la crise de 2008, la compagnie Maple Leaf a pris la décision stratégique de s'approprier le terme «listéria». Autrement dit, l'entreprise se rend compte que le mot «listéria» est associé à tout jamais à son nom, alors aussi bien s'en accommoder et essayer de s'en faire un allié! Avant la crise de 2008, plusieurs consommateurs n'avaient jamais entendu parler de cette bactérie sournoise. Aux États-Unis, les consommateurs sont exposés à un rappel causé par la bactérie listéria pratiquement chaque semaine et l'Europe a aussi vécu sa propre crise «listérienne» il y a tout près de 20 ans. Bien malgré elle, l'entreprise de Maple Leaf est devenue le principal promoteur de la listéria. Compte tenu de l'amalgame psychologique qui s'est formé entre elle et la bactérie, Maple Leaf ne lésine pas pour déclencher un rappel préventif, si cela est jugé nécessaire. Plusieurs en bénéficient, car, depuis la crise, l'entreprise éduque le public ainsi que d'autres compagnies agroalimentaires sur les risques liés à la listéria.

Pour l'avenir, le plus inquiétant sera de gérer l'apathie grandissante du consommateur devant ces rappels répétés. Cruellement, les médias représentent actuellement la seule voie d'information protégeant le public. À ce jour, ils se sont bien prêtés au jeu. Par contre, arriver à maintenir un niveau élevé d'attention du public envers des rappels alimentaires en rafale représente un défi de taille. Plus on cherche la bactérie, plus on trouvera; en se rappelant le fameux slogan de la saucisse Hygrade: «Plus j'en mange, plus j'en trouve.» Alors, nous risquons de voir un plus grand nombre de rappels, et il faudra l'accepter ainsi. Il est temps de concevoir une méthode efficace pour informer les consommateurs de façon continue, en temps normal ou en temps de crise. Pour l'instant, les moyens d'information incitent les consommateurs à se renseigner auprès des médias, de l'Agence canadienne de la santé publique, de l'Agence canadienne des inspections et des aliments ou des entreprises comme Maple Leaf, sur les dangers alimentaires potentiels. Bref, le système actuel est compliqué pour le consommateur moyen qui n'a pas le temps de lire tous les journaux ou d'écouter les nouvelles, surtout durant la période estivale. Offrir un point d'ancrage virtuel pour les rappels alimentaires et créer une veille stratégique sur les risques alimentaires, c'est ce qui doit devenir une priorité pour l'avenir de nos systèmes de sécurisation alimentaire. Il est temps d'agir pendant que les médias ont toujours l'attention du public.

## Écrivez-nous!

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Juger le message ou tirer sur le messager?

NESTOR TURCOTTE

Matane

Les grands quotidiens québécois ouvrent largement leurs pages à l'expression d'opinions venant de leurs lecteurs. Celles-ci sont diverses et abordent un éventail de sujets. En général, les opinions émises touchent l'actualité, se fixent autour d'un événement prévu ou imprévu, s'orientent vers la critique d'une situation jugée intolérable, ouvrent la voie au dialogue ou jettent sur la place publique un angle de vision qui peut éventuellement susciter le débat.

Les auteurs publiés proposent des points de vue, débattent d'idées, argumentent des arguments, défendent une thèse, soutiennent une théorie, confrontent des opinions adverses, s'expriment sur des gestes effectués par d'autres. Les lecteurs sont invités à lire leurs propos, à se les approprier, à poser un jugement, à partager leur approche avec leurs pairs. Les journaux invitent habituellement les lecteurs à exposer un autre point de vue que celui qui est publié, sur-

tout si celui qui est exprimé ne leur convient pas. Le droit à l'expression est jugé comme fondamental au Québec et est protégé par la Charte des droits et libertés de la personne (article 3). L'article 4, son pendant, affirme que le droit d'expression doit se faire dans le respect de la dignité humaine, de l'honneur et de la réputation de chacun.

Plusieurs quotidiens du Québec permettent maintenant à leurs lecteurs de s'exprimer rapidement et directement par la voie d'Internet, prenant soin d'indiquer que les messages comportant des attaques personnelles seront supprimés. Cette règle semble généralement bien suivie dans le monde journalistique. Un code d'éthique implicite est observé et les écarts de langage sont vite envoyés à la poubelle.

## Dérives

Mais qu'en est-il des blogues personnels? Les points de vue exprimés sont-ils toujours faits dans les règles de l'art? Celui qui est l'artisan de ce nouveau mode d'expression se conforme-t-il toujours à l'article 4 de la Charte québécoise qui invite au respect des personnes, à leur honneur et à leur réputation? Un

rapide coup d'œil jeté sur certains blogues permet de conclure que, dans certains cas, la discussion commence autour d'un sujet proposé par un blogueur, mais tourne vite à la foire d'empoigne. A court d'arguments, plusieurs intervenants s'invectivent, s'injurient, portent des jugements sur des personnes qu'ils n'ont jamais rencontrées. Ils se font une idée sur quelqu'un qui leur est souvent parfaitement inconnu et le juge sans que la personne concernée puisse se défendre. Ils la frappent d'ostracisme publiquement à partir de racontars, de préjugés, de faussetés colportées par les canchans du coin.

Au Québec, il n'est pas facile de discuter sereinement et d'exprimer librement sa pensée. Ceux qui le font le font à leurs risques et périls. Plusieurs n'osent pas ou n'osent plus s'exprimer publiquement par écrit de crainte de se faire humilier sur la place publique. Voltaire disait: «*Je ne partage pas du tout vos idées, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de les exprimer.*» Les blogueurs devraient suivre cette règle voltairienne. Juger le message ou tirer sur le messager? Voltaire donne la réponse.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

REDACTION Information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garnier (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable de la site Internet), Emille Folie-Boivin et Vincent Cauchy (copains Internet); Jean-Jacques Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlene Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Élyssa Perrier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilaykova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS



LUIS ACOSTA AGENCE FRANCE-PRESSE

Stephen Harper photographié à sa descente d'avion à Guadalajara, hier, où il prend part au sommet des leaders nord-américains.

## SOMMET

SUITE DE LA PAGE 1

Les présidents Barack Obama et Felipe Calderon ont convenu hier d'intensifier la collaboration frontalière américano-mexicaine. Cette collaboration accrue vise à rendre la frontière plus sûre pour faire face au crime organisé dont les méfaits s'exercent «des deux côtés», et à «moderniser» son organisation pour «faciliter les échanges commerciaux», ont déclaré MM. Obama et Calderon lors de leur premier entretien bilatéral dans le cadre du sommet. M. Calderon a souligné la «nécessité» de résoudre le différend frontalier sur la circulation des camions mexicains, où des mesures américaines de restriction ont entraîné en retour des représailles douanières de Mexico.

## Manifestations

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui lie les trois partenaires depuis 15 ans est sur la sellette, et des manifestants en ont demandé sa renégociation hier matin à Guadalajara, à quelques heures du sommet. Environ 400 personnes défilaient à où se tient le sommet, hier, pour protester contre les effets négatifs du libre-échange et les inégalités touchant les Mexicains travaillant aux États-Unis.

Les rues de Guadalajara, dans le centre-ouest du Mexique, étaient placées sous haute surveillance. De nombreux policiers, lourdement armés et équipés, retenaient les manifestants à l'écart du centre où se déroule la réunion trilatérale.

Plusieurs groupes de manifestants mexicains, américains et canadiens ont annoncé qu'ils tiendraient, de leur côté, un sommet alternatif, pour discuter des «15 ans d'échecs économiques de l'ALENA», créé en 1994: mise à l'écart des petits fermiers mexicains, stimulation de l'immigration vers les États-Unis et délocalisation des emplois américains.

Les protestataires réclament aussi aux États-Unis de réformer leur politique d'immigration et de régler leur dû aux Mexicains qui ont travaillé pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils veulent également que les retraités mexicains, qui ont travaillé aux États-Unis, reçoivent une pension américaine.

La manifestation s'est déroulée sans incident, dans une ville où plus de 2000 policiers et militaires ont été mobilisés pour assurer la sécurité du sommet.

## Ordre du jour chargé

Mexico et Washington ont à régler un contentieux commercial-douanier: Mexico a répondu par des taxes sur des produits américains à la limitation du droit des transporteurs routiers mexicains à travailler aux États-Unis.

Mexico et Ottawa s'entretenaient également sur l'épineuse question des visas imposés aux Mexicains voulant entrer au Canada depuis le mois dernier. Lors de sa rencontre d'hier avec Felipe Calderon, M. Harper, sans donner de garanties, a laissé la porte ouverte à la possibilité que la politique sur les visas soit modifiée.

Le trafic de drogue, préoccupation majeure pour Mexico et Washington, le devient aussi pour le Canada, où les cartels mexicains ont commencé à s'installer. Le Canada a annoncé peu avant le sommet qu'il allait accroître son aide au Mexique en ce domaine, dans le cadre d'un programme régional qui atteindra «jusqu'à 15 millions de dollars par an». Ottawa formera également des policiers mexicains.

Mexico compte sur M. Obama pour confirmer son aide dans le cadre de l'Initiative de Merida, plan antidrogue américain prévoyant une aide de 1,4 milliard de dollars au Mexique en trois ans. Le Mexique demande aussi un durcissement des contrôles sur le trafic d'armes en provenance des États-Unis.

Au Mexique, malgré le déploiement de 36 000 militaires et policiers, les violences liées au trafic de drogue ont fait 10 000 morts depuis 2008, selon les chiffres du gouvernement et des médias.

On compte aussi sur M. Obama dans l'espoir d'un dénouement de la crise au Honduras, où le président Manuel Zelaya a été chassé le 28 juin dans un coup d'État par Roberto Micheletti, chef du gouvernement de facto installé depuis à Tegucigalpa. M. Obama soutient que M. Zelaya est «le président légitime». Mais selon le président déchu et ses alliés de la gauche latino-américaine, à commencer par le président vénézuélien, Hugo Chávez, le coup d'État a été encouragé par des «faux» proches de l'ancienne administration américaine.

La grippe porcine s'imposera elle aussi à l'ordre du jour, avec la perspective d'une nouvelle offensive en fin d'année. Le Mexique en a été le foyer mondial en avril-mai, avec à ce jour 149 morts, mais les États-Unis comptent le plus grand nombre de décès au monde, 353, pour 64 au Canada.

Agence France-Presse, avec AP et La Presse canadienne

## MONTREAL-NORD

SUITE DE LA PAGE 1

«En plus d'avoir perdu un fils, ils doivent se battre pour faire la lumière sur les événements. Pourquoi le gouvernement veut-il cacher certaines choses? La famille ne devrait pas se battre pour connaître la vérité», a déclaré Will Prosper, le porte-parole de Montréal-Nord Républik.

La sœur de Fredy Villanueva, Patricia, s'est montrée pessimiste quant aux efforts de la Ville et de l'arrondissement pour insuffler une nouvelle dynamique dans le quartier. «Les choses n'ont pas changé depuis un an. Pas du tout. Il va falloir encore travailler fort. Le monde doit être rassuré», a-t-elle dit.

La famille Villanueva s'efforce toujours de panser ses plaies, a confié sa sœur. «Nous sommes vraiment détruits, nous sommes vraiment brisés en mille morceaux», a lancé Wendy Villanueva, les yeux mouillés, à l'aube des activités du week-end. «Ils ont pris la vie de mon frère, c'était le bébé de la famille. On ne peut pas trouver la paix à cause de cela.»

Les organisateurs de la manifestation — Montréal-Nord Républik et la coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) — ont profité de l'anniversaire de la mort de Fredy Villanueva pour rappeler la mémoire de tous ceux qui ont été victimes de la répression policière au fil des vingt-cinq dernières années à Montréal.

Le ton a d'ailleurs monté d'un cran peu avant que le coup d'envoi de la manifestation ne soit donné, à 18h, lorsque Andrée-Ann Cossette, la porte-parole de la CRAP et Mohamed Bennis, le père de Mohamed Anas Bennis — abattu par un policier en décembre 2005 alors qu'il revenait de sa prière matinale à la mosquée de Côte-des-Neiges — ont fait une charge à fond de train contre le Service de police, mais surtout contre la Fraternité des policiers et policières du SPVM. Derrière eux: des dizaines de manifestants brandissaient des affiches où étaient inscrits les noms de personnes «mortes aux mains du SPVM» depuis 1987.

Will Prosper avait demandé à la foule «d'être à la hauteur de la dignité de la famille Villanueva» tout juste avant que le mouvement de solidarité ne se mette en branle, mais, peu après 18h, des altercations verbales ont éclaté lorsque les manifestants ont rejoint une quinzaine de policiers à vélo qui les attendaient sur le boulevard Léger. «Lapointe, assassin!» et «Justice pour Fredy», ont notamment scandé des dizaines d'entre eux, pendant que des quolibets grossiers fusaient à l'égard d'agents de police jugés «trop près» du défilé et «trop visibles». Les parents, eux, étaient plongés dans le mutisme et retenaient leurs larmes.

## Appel pour la paix

En marge de la procession organisée par les proches de la famille Villanueva, le conseil des



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

De vifs échanges ont eu lieu hier entre manifestants et policiers à Montréal-Nord.

leaders religieux de Montréal-Nord a invité la communauté à se recueillir, à la mémoire de Fredy Villanueva, derrière la maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, en milieu d'après-midi. Un pasteur évangélique baptiste, un prêtre catholique et un imam ont lancé d'une seule voix un appel pour la paix. «Sans le pardon mutuel, il n'y aura pas de paix», a affirmé le pasteur évangélique baptiste Joseph St-Elme Valcin.

La Coalition montréalaise de la non-violence a, elle aussi, tenu à être présente et à se remémorer toutes les victimes de violence. Le fondateur de la Coalition, Gethro Auguste, a pour sa part appelé au changement des mentalités et au rejet de toute forme de violence.

Le maire de Montréal Gérard Tremblay s'est dit sensible aux besoins de la communauté de Montréal-Nord, et tout particulièrement des jeunes. «Il faut, dans un premier temps, qu'on s'occupe davantage des personnes qui sont dans le besoin. Et, dans un deuxième temps, qu'il y ait de la justice, par un meilleur partage des ressources que nous avons. C'est ce que nous essayons de faire, mais ça prend un peu de temps. Les gens voudraient avoir des changements immédiats, mais quand il y a un événement tragique, je pense que ça suscite une prise de conscience», a affirmé M. Tremblay hier. «Ce qu'il faut retenir, c'est que ça s'est fait dans l'har-

monie et dans la paix. Il n'y a pas eu de casse. Je prends ça de façon très positive.»

Flanquée de sa candidate au poste de conseillère municipale dans le district Ovide-Clermont, la directrice des Fourchettes de l'espoir, Brunilda Reyes, la chef de Vision Montréal et candidate à la mairie, Louise Harel, a critiqué l'inaction de l'administration Tremblay durant les années qui ont précédé les funestes événements de 2008. «Je me réjouis des [investissements à Montréal-Nord]. Le seul problème est qu'ils aient eu lieu après les émeutes. Il ne faut pas attendre qu'il y ait des tragédies», a-t-elle affirmé. La Ville doit travailler d'arrache-pied à «reconstruire les liens sociaux» à Montréal-Nord, selon elle. «C'est possible de les reconstruire. Mais il faut le vouloir et avoir la confiance de tous les partis impliqués.» Louise Harel table sur les quartiers Saint-Michel et Hochelaga-Maisonneuve qui ont aussi connu «des événements tragiques» et qui se sont relevés.

Moins de 300 personnes avaient participé, la veille, à différentes conférences et un concert gratuit Hoodstock. Luck Mervil, Koriass et Los Playatz ont notamment foulé la scène du parc Aimé-Léonard. Les organisateurs se sont dits satisfaits de la participation populaire.

Le Devoir

## VILLE

SUITE DE LA PAGE 1

construits. «Les grandes utopies sociales passent par les villes», mais Montréal semble depuis plusieurs années y être totalement indifférent.

Normal. C'est que, loin d'être seulement la capitale du design, la métropole culturelle ou la ville des festivals qu'elle prétend être, «la plus grande métropole francophone d'Amérique», comme le disent les manuels de géographie, se poserait surtout aujourd'hui comme un problème de gestion plutôt que comme une question de civilisation. Un phénomène qui touche d'ailleurs les villes en général, un peu partout sur la planète. Et Montréal en particulier.

«C'est naturel, dit Mme Morisset, rencontrée la semaine dernière sur une terrasse ensoleillée du centre vibrant de la ville. Les eaux usées, le transport, les poubelles, la neige, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui va s'en occuper. C'est le municipal.»

La réalité de la proximité est imparable. Mais elle s'accompagne aussi d'une montée en flèche du pragmatisme urbain. Pragmatisme qui «s'est développé partout dans les villes sous la pression des gestionnaires, mais également d'un courant sociologique influent [dans les administrations publiques] qui appréhende la ville de manière descriptive et surtout dans toute sa technicité», poursuit celle qui, en septembre prochain, participera à un colloque international sur le thème *La Ville, objet de représentation*, à l'UQAM.

«Or, d'un point de vue épistémologique, nous avons peut-être développé trop d'outils de mesure qui bloquent aujourd'hui notre capacité à rêver.»

Dans un village de la Beauce, de la Montérégie ou de la Gaspésie, l'approche est certainement valable, tout en étant d'ailleurs soutenue par les habitants du coin, selon elle. Mais, dans de grands espaces, comme celui représenté par une île et sa couronne, ce serait une autre histoire. «On s'attend là à ce qu'il y ait une vision d'ensemble, un projet collectif qu'on a de la difficulté à cerner pour le moment, dit Mme Morisset. Mais peut-être est-ce parce que nous sommes trop bien? Et qu'on ne peut pas, du coup, s'imaginer meilleurs?»

## La dictature de l'ici-maintenant

Une île, plein de villes, et pas de vision. La critique est connue. Elle s'expliquerait aussi par le

«présentisme» de notre temps. En rupture avec le futurisme des décennies passées — où la série britannique *Cosmos 1999* reconstruit l'avenir —, cette autre façon d'appréhender le réel, définie par l'historien français François Hartog, illustre l'incapacité collective à se projeter et à anticiper l'avenir.

Le phénomène serait d'ailleurs palpable au contact des nombreuses contestations et levées de boucliers qui, depuis plusieurs années, accompagnent chaque projet de construction d'immeubles, de prolongement d'autoroutes ou d'installation d'œuvres d'art dans un parc, que la proposition ait de l'envergure ou non. «C'est un problème, lance Mme Morisset. Montréal ne développe pas des projets, mais des oppositions. Oppositions, d'ailleurs, face auxquelles tout le monde finit par s'écraser... certainement parce qu'il n'y a pas de vision au départ.»

L'équation est terrible. Elle laisse aussi plusieurs terrains en jachère à Montréal, en plus de trouver sa source dans un paradoxe très contemporain, selon elle, alimenté par l'engouement tout aussi moderne pour... la démocratie participative. «Aujourd'hui, quand on dit parler de patrimoine, en fait, on parle de démocratie participative, résume l'universitaire. Le hic, en tenant compte de plein de points de vue, c'est qu'on s'oppose forcément à une vision unitaire des choses. La culture du consensus entraîne un éclatement de l'espace public.»

Pis, sous l'effet d'une minorité d'opposants, c'est finalement toute la collectivité qui, selon elle, finit par pâtir d'un «horizon urbain bouché». «Et là, on est à des années-lumière de la démocratie participative», estime l'historienne de l'urbanité, qui déplore au passage cette peur chronique de la contestation. «Au moment de sa construction, le Château Frontenac, à Québec, a été qualifié de «verru de Vieux-Québec», dit-elle. Aujourd'hui, il est devenu une représentation de la nation.»

## Le marketing urbain

Fait étonnant: c'est dans ce vide que le marketing urbain trouve désormais un terrain fertile pour s'imposer comme substitution au manque de vision, avec ses concepts de «Quartier des spectacles» ou de «Montréal, ville de design»,

érigés en objectif commun. «C'est du branding, de la stratégie de marque. Mais ça nous amène aussi à confondre marketing et urbanisme, et ça ne règle rien.»

Or, l'inertie, pour plusieurs observateurs de la scène urbaine qui voient suinter des murs de la ville, commence doucement à éveiller l'impatience, mais aussi à alimenter les appels au passé, à l'époque où Montréal était un laboratoire de modernité, ou les regards ailleurs (Barcelone ou Berlin) pour démontrer que l'herbe est plus verte chez les voisins.

«Dans un cas, c'est la recherche d'une recette, dans l'autre, c'est l'espoir d'un retour en arrière», dit Mme Morisset, qui pense plutôt que la planche de salut est avant tout dans un «changement dans la gouvernance municipale», par exemple. «Il faut détacher la représentation politique du travail des fonctionnaires», et ce, pour sortir enfin le maire de la neige et des ordures ménagères afin de lui permettre de mieux représenter la ville, de parler développement et surtout... d'avoir une vision. «Un peu comme Jean-Paul L'Allier l'a fait à Québec», poursuit-elle.

Dans cette optique, Montréal devrait aussi, selon elle, apprendre à être à l'avenir une «ville de représentation» plutôt que de gestion, mais aussi à redonner le goût de rêver à ses habitants «en cessant de ne pas terminer tout ce qu'elle commence», dit la spécialiste du patrimoine. «Ce serait un bon début. Si on arrivait à compléter un projet de développement, cela pourrait nous rassurer sur notre capacité à accomplir des choses.»

Et d'ajouter: «Nous avons peut-être besoin d'une psychanalyse sociale qui va nous éviter de transmettre notre incapacité à penser l'avenir aux générations suivantes.» Des générations qui, dans une logique urbaine historique, s'attendent à voir, demain, dans la brique des bâtiments, le béton des trottoirs ou le vert des parcs, ce à quoi leurs prédécesseurs ont rêvé aujourd'hui.

«La ville, c'est là où l'on construit tout ce qu'on pense qui va arriver demain», dit Mme Morisset. Et à Montréal, ce demain serait encore aujourd'hui un grand terrain vague.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Représentations et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390